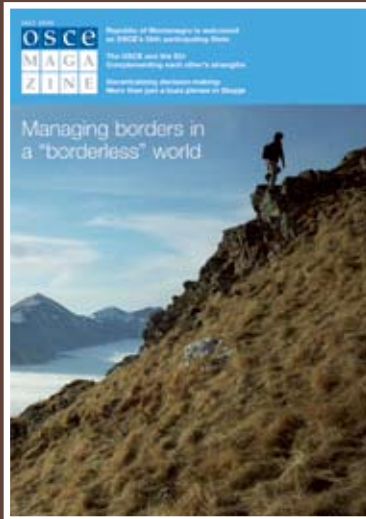




Papandreaou aux États participants : « Sortons de l'impasse de la méfiance »

Célébration du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin

Le Kazakhstan cherche à « insuffler une vie nouvelle » aux relations entre les États participants



exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'OSCE et de ses États participants.

Rédactrice en chef : Patricia N. Sutter

Maquettiste : Nona Reuter

Impression : Manz Crossmedia

Veuillez envoyer vos commentaires et contributions à :
osce.magazine@osce.org

Section de la presse et de l'information

Secrétariat de l'OSCE

Wallnerstrasse 6

A-1010 Vienne (Autriche)

Tél. : (+43-1) 514 36-6278

Télécopieur : (+43-1) 514 36-6105

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe œuvre en faveur de la stabilité, de la prospérité et de la démocratie dans 56 États à travers le dialogue politique autour de valeurs partagées et par des activités concrètes qui changent durablement les choses.

Présidence de l'OSCE en 2009 : Grèce

Structures et institutions de l'OSCE

Conseil permanent (Vienne)

Forum pour la coopération en matière de sécurité (Vienne)

Secrétariat (Vienne)

Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias (Vienne)

Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (Varsovie)

Haut Commissaire pour les minorités nationales (La Haye)
Assemblée parlementaire de l'OSCE (Copenhague)

Opérations de terrain

Caucase du Sud

Bureau de l'OSCE à Bakou

Bureau de l'OSCE à Erevan

Représentant personnel du Président en exercice pour le conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie

Asie centrale

Centre de l'OSCE à Achgabat

Centre de l'OSCE à Astana

Centre de l'OSCE à Bichkek

Bureau l'OSCE au Tadjikistan

Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ouzbékistan

Europe orientale

Bureau de l'OSCE à Minsk

Mission de l'OSCE en Moldavie

Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine

Europe du Sud-Est

Présence de l'OSCE en Albanie

Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine

Mission de l'OSCE au Kosovo

Mission de l'OSCE au Monténégro

Mission de l'OSCE en Serbie

Mission de contrôle de l'OSCE à Skopje chargée d'éviter le débordement du conflit

Bureau de l'OSCE à Zagreb

Message du porte-parole de l'OSCE

Il suffit de jeter un œil sur la couverture de ce numéro du Magazine de l'OSCE pour confirmer ce que nous savons déjà, à savoir que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, avec son mélange de dialogue et d'action d'une richesse inégalée, est en constante évolution.



OSCE/SUSANNA LOOF

La Présidence grecque a piloté l'Organisation avec la clairvoyance habituelle en traçant la voie qui a mené d'abord à Corfou, où les ministres des affaires étrangères de l'OSCE ont lancé un dialogue de sécurité renouvelé, et qui conduira ensuite à Athènes au début de décembre, où le Conseil ministériel examinera comment faire avancer le « Processus de Corfou ». Lisez dans l'article de tête ce que le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Grèce, George Papandreou, qui a pris la relève comme Président en exercice le 6 octobre, a à dire au sujet de sa vision pour Athènes et au-delà.

Alors que ce sera bientôt au tour du Kazakhstan d'être à la barre, le Ministre des affaires étrangères Kanat Saudabayev explique dans un vaste entretien ce que la Présidence signifie pour son pays et se dit convaincu que ses initiatives à venir insuffleront une vie nouvelle à l'Organisation.

Comme c'est la première fois qu'un État de l'ex-Union soviétique et d'Asie centrale assume la Présidence de l'OSCE, le Magazine en a profité pour se pencher sur le rôle de cette prestigieuse fonction. On trouvera pour la toute première fois, dans une galerie de photos, un portrait des Présidents en exercice qui se sont succédés au fil des années, avec des informations à jour les concernant, en commençant par l'ancien Ministre allemand des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher.

Ce numéro ne serait pas complet s'il ne couvrait pas le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin et du rideau de fer, qui est étroitement liée aux tout débuts de l'OSCE. Le discours émouvant de M. Genscher lui a valu une ovation debout de la part des plus de 600 invités réunis à la Hofburg le 6 novembre. Le Ministre autrichien des affaires étrangères, Michael Spindelegger, et le Ministre grec suppléant des affaires étrangères, Dimitris Droustas, ont pris la parole pour les générations suivantes.

Pour passer aux affaires militaires après la diplomatie — il y a eu de l'action en République de Chypre en juin, lorsque plus de 300 MANPADS — missiles tirés à l'épaule — ont été détruits par explosion dans le cadre des activités de l'OSCE relatives à la sécurité dans la sphère politico-militaire. Cet événement a marqué une page importante dans la longue histoire de la coopération entre l'Organisation et cette île magnifique.

Enfin, attardons-nous un moment sur les 25 couvertures du Magazine et rendons hommage à Patricia Sutter, qui a lancé cette publication phare en mars 2004. Pat, qui s'en va après sept ans, a travaillé sur chacun de ces numéros avec dynamisme et avec un enthousiasme sans borne pour cette Organisation. Typiquement, elle considère son départ comme une nouvelle occasion pour le Magazine de continuer à évoluer en même temps que l'OSCE elle-même.

Martin Nesirky
23 novembre 2009

Note de la rédaction : au moment où le Magazine de l'OSCE a été mis sous presse, Martin Nesirky a été nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies Ban Ki-moon pour devenir son nouveau porte-parole. M. Nesirky prendra ses fonctions le 7 décembre.

Dans ce numéro



AFP PHOTO/GEORGES GOBIET



PRÉSIDENTE GRECQUE DE L'OSCE

4 Papandreaou aux États participants : « Sortons de l'impasse de la méfiance »

VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

- 6** La coopération est la seule option porteuse d'avenir pour l'humanité déclare Genscher
- 9** Hans-Dietrich Genscher : un hommage
- 10** Spindelegger et Droutsas : « Victoire de l'inattendu »
- 12** Berlin, 0 heure : La nuit de la chute du mur
Martin Nesirky

13 Réflexions sur Berlin : un fanal pour une « Europe entière et libre »

14 Les lauréats d'un concours vidéo font revivre l'esprit de 1989
Tatyana Baeva

PRÉSIDENTE ENTRANTE

- 16** Le Kazakhstan cherche à « insuffler une vie nouvelle » aux relations entre les États participants : entretien avec le Ministre des affaires étrangères Kanat Saudabayev
- 20** Successions à la barre : La Présidence de la CSCE/OSCE au fil des années
- 24** Centre de recherche sur l'OSCE (CORE) : Une école pour les présidences de l'OSCE
Diana Digol

DIMENSION POLITICO-MILITAIRE

27 Chypre face à la menace des MANPADS
Anton Martynyuk et F. David Diaz

NOMINATIONS

- 31** Jiří Parkmann, chef du Bureau de l'OSCE à Prague
Janie McCusker, chef de la gestion de la sécurité
Calendrier prévisionnel de l'OSCE



Papandreaou aux États participants : « Sortons de l'impasse de la méfiance »



WWW.PAPANDREAOU.GR

Quelques semaines après avoir prêté serment comme Premier Ministre grec et assumé les fonctions de Ministre des affaires étrangères, le nouveau Président en exercice de l'OSCE, George Papandreaou, s'est adressé au Conseil permanent le 29 octobre dans un message vidéo depuis Athènes. Il a indiqué que le principal défi auquel l'Organisation était confrontée était de remédier à la méfiance et a appelé les États participants à dynamiser la coopération et la solidarité, car « il ne pourra pas y avoir de paix durable dans la région de l'OSCE aussi longtemps que nous continuerons à regarder nos relations par le bout d'un lorgnette à somme nulle ». Voici des extraits de ses observations.

9 novembre 2009, Brandburger Tor, Berlin. Le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Grèce, George Papandreaou, figurait parmi les différents dirigeants de la planète qui ont assisté aux célébrations marquant les 20 ans de la chute du mur de Berlin.

Après les années d'impasse stratégique de la guerre froide, la résilience des structures de sécurité dans l'espace de l'OSCE a été mise à l'épreuve par des conflits régionaux, des tensions ethniques et des différends frontaliers qui ont menacé de dégénérer en crises ouvertes. Les efforts déployés par l'OSCE pour promouvoir la paix et la stabilité, par exemple dans le cadre du Traité FCE, sont toujours dans l'impasse. La sécurité énergétique, la criminalité organisée, la cybercriminalité, la migration illégale, la traite des êtres humains, le terrorisme, l'absolutisme et le

fondamentalisme sont autant de sujets de graves préoccupations pour nous.

Nous ne devons pas laisser fléchir notre détermination de nous attaquer à ces défis. Après tout, l'OSCE elle-même a réussi non seulement à survivre aux répercussions de l'après-guerre froide, mais aussi à atténuer activement les tensions et la méfiance qui menaçaient la paix, la prospérité et la stabilité régionale.

Aussi divergentes que puissent être nos vues sur les causes profondes des tensions, nous devons sortir de l'impasse de la méfiance en redynamisant notre coopération et en renforçant notre solidarité. Il est de notre devoir de le faire car des relations instables entre nos États voisins nuisent à la sécurité de l'Europe dans son ensemble, laquelle, à son tour, est étroitement liée à la sécurité de nos régions voisines.

Depuis qu'elle a assumé la Présidence de l'OSCE, la Grèce a joué le rôle d'intermédiaire désintéressé. Nos efforts ont porté sur la réalisation d'un consensus et sur la préservation des normes et principes de l'Organisation. Ils ont visé à résoudre les problèmes, et non pas à les exploiter. Dans ce même esprit, nous nous sommes efforcés de dégager un consensus aussi large que possible sur l'adoption de décisions à Athènes les 1er et 2 décembre.

Le Processus de Corfou symbolise l'attachement de mon pays aux normes et aux valeurs de l'OSCE. Il a constitué ce que nous avons réalisé de plus important jusqu'ici et témoigne d'un consensus sur un certain nombre de réalités fondamentales :

- Premièrement, les changements qui sont intervenus en Europe depuis la fin de la guerre froide sont irréversibles.
- Deuxièmement, il ne pourra pas y avoir de paix durable dans la région de l'OSCE aussi longtemps que nous continuerons à voir nos relations par le bout d'une lorgnette à somme nulle. Nos gains devraient être des victoires pour tous ; nos pertes devraient aussi constituer des défaites pour chacun. Telle est la solidarité que nous devrions tous nous efforcer d'assurer.
- Troisièmement, malgré les énormes progrès que nous avons accomplis vers « une Europe entière, libre et en paix avec elle-même », la mise en œuvre intégrale de cet objectif, tel qu'il est consacré dans la Charte de Paris de 1990, continue à se dérober. Nous devons renouveler notre détermination à travailler ensemble pour faire

converger nos différentes perspectives stratégiques afin de rétablir la confiance entre nous.

- Quatrièmement, un climat de méfiance et de tension s'est instauré parmi les États participants de l'OSCE en raison d'une application partielle ou sélective des principes de l'Acte final de Helsinki. Cela a assombri les relations entre les partenaires et les empêchent de s'unir dans la solidarité pour s'acquitter d'une responsabilité commune majeure : faire face aux nouvelles menaces du XXI^e siècle pour la sécurité.

- Enfin, chacun d'entre nous a conscience que, grâce à l'étendue de la participation au sein de l'Organisation, l'héritage de celle-ci et son concept de sécurité globale offrent des avantages sans pareils pour notre dialogue de vaste portée et sans exclusive sur les défis actuels et futurs de la sécurité européenne.

Malgré les nombreuses contraintes qui doivent être surmontées, il est encourageant que tous les États participants aient adhéré au dialogue renouvelé et fait preuve de la volonté politique nécessaire comme en témoignent ne serait-ce que le nombre et la grande qualité des réunions au niveau des ambassadeurs qui se sont tenues jusqu'ici à Vienne dans le cadre du Processus de Corfou. La volonté politique est, après tout, la quintessence des efforts que nous déployons pour préserver la sécurité coopérative et indivisible dans une grande Europe.

À cet égard, je tiens à rendre hommage aux présidents russe et français pour leurs initiatives en matière de sécurité et à exprimer ma gratitude pour l'impulsion que la politique de « remise à zéro » de la nouvelle administration Obama a imprimée à ce processus fondamentalement multilatéral.

Nous savons tous que les conflits prolongés qui ne cessent d'affliger l'espace de l'OSCE depuis des décennies restent des sources potentielles de désaccord, et nous ne pouvons pas nous permettre de les reléguer au second plan comme l'a montré la guerre d'août 2008 en Géorgie.

Si les doctrines stratégiques sont façonnées par les idées que l'on se fait, se sont les réalités de terrain qui façonnent la vie des gens. Pour les populations touchées, quelle que soit leur origine nationale, le simple concept de sécurité coopérative et indivisible n'a aucun intérêt pratique immédiat. Les gens veulent la paix et la stabilité et non pas un statu quo fragile.

Aussi la Présidence grecque n'a-t-elle épargné aucun effort pour rechercher les moyens de faire en sorte que l'OSCE reste engagée en Géorgie, en particulier dans les zones touchées par le conflit. Et nous poursuivrons ces efforts, car nous sommes convaincus que la situation exige une coopération et une présence de l'OSCE accrues et non pas réduites sur le terrain.

Permettez-moi de rendre hommage aux trois coprésidents du Groupe de Minsk ainsi qu'à mon

Représentant personnel pour le conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie, l'Ambassadeur Andrzej Kasprzyk, pour les efforts inlassables qu'ils ont déployé en vue de trouver une solution mutuellement acceptable pour le Haut-Karabakh. Nous sommes encouragés par l'impulsion positive qu'ont apportée les récentes réunions tenues fréquemment par les présidents arménien et azerbaïdjanais. Je prêterai personnellement mon soutien aux coprésidents des parties dans leur quête visant à instaurer une paix durable dans la région du Caucase du Sud.

J'exprime également une gratitude particulière aux modérateurs et observateurs du format de négociation à « 3 + 2 » pour la Transnistrie. Mon Représentant spécial, l'Ambassadeur Charalampos Christopoulos, et le chef de la Mission de l'OSCE en Moldavie, l'Ambassadeur Philip Remler, accomplissent un travail magnifique et je salue les efforts qu'ils déploient pour instaurer la confiance entre les parties.

Après une longue période d'abstinence, la famille des nations de l'OSCE a besoin maintenant, plus que jamais, de pouvoir célébrer le règlement des conflits prolongés — et de le faire ensemble. Cela adressera aux autres régions de conflit de la planète le message selon lequel une diplomatie efficace *peut effectivement* permettre de régler pacifiquement les différends.

À l'ère de la mondialisation, la démarcation entre sécurité dure et sécurité douce s'est estompée de plus en plus. La diplomatie n'est pas simplement un problème de personnes ; c'est aussi le problème de savoir comment nous — les nations aussi bien que les individus — usons de notre pouvoir de manière responsable, humaine et équitable.

C'est à nous qu'il incombe d'apporter la preuve que la recherche d'une paix et d'une prospérité durables dans l'espace de l'OSCE n'est pas purement gratuite mais constitue au contraire un objectif tangible que nous pouvons atteindre à travers la coopération et la jonction des efforts dans l'intérêt mutuel de nos États et de nos peuples.

Je suis fermement convaincu que la coopération rachètera l'humanité, comme l'a dit Bertrand Russell. Après ces réflexions et dans cet esprit, je vous invite tous à conjuguer nos efforts pour transformer cette occasion historique en un succès commun. Je me réjouis à la perspective de vous accueillir tous en décembre à Athènes, où nous pourrions prendre un nouveau départ et faire renaître l'esprit de Helsinki.

Faites connaissance avec le nouveau Président en exercice George Papandreou

- Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Grèce depuis le 6 octobre 2009
- Ministre des affaires étrangères de février 1999 à février 2004
- Ministère de l'éducation et des affaires religieuses de 1994 à 1996 et en 1988–1989
- Membre du Parlement de 1981 à septembre 2009

Né à Saint Paul, Minnesota, George Papandreou est fils et petit-fils d'anciens premiers ministres grecs. Il a fait ses premières études à Toronto, à Stockholm et dans l'Illinois. Il est titulaire d'une maîtrise en sociologie et développement de la London School of Economics et a été chargé de recherche au Centre pour les affaires internationales de l'Université Harvard. Il est également titulaire d'un diplôme de sociologie de l'Amherst College du Massachusetts et a suivi des cours à l'Université de Stockholm.



« 1989 : l'année la plus heureuse dans l'histoire de l'Europe »

La coopération est la seule option porteuse d'avenir pour l'humanité déclare Genscher

« Vous avez élevé nos esprits et réchauffé nos cœurs, » a dit l'Ambassadeur d'Allemagne auprès de l'OSCE, Heiner Horsten, à Hans-Dietrich Genscher après le discours improvisé et éloquent de 25 minutes que ce dernier a prononcé devant plus de 600 invités qui l'ont ovationné debout lors d'une manifestation spéciale commémorant le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Cette manifestation, qui s'est tenue dans le Grosser Redoutensaal de la Hofburg le 6 novembre, avait été organisée conjointement par la délégation allemande auprès de l'OSCE, la Présidence grecque et l'Autriche en tant que pays hôte de l'OSCE. Âgé maintenant de 82 ans, M. Genscher a été Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne pendant une période de 18 ans qui a vu la signature de l'Acte final de Helsinki en 1975 et la chute du mur de Berlin en 1989. Il a été le premier Président en exercice de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) avant que celle-ci ne devienne l'OSCE. Voici des extraits du discours de M. Genscher.

Il a été souligné à juste titre que la chute du mur de Berlin constituait un événement d'une portée extraordinaire qui dépassait de loin l'Allemagne. Pourquoi au juste ce mur a-t-il été construit ? Deux systèmes étaient en concurrence sur le sol allemand : la République fédérale d'Allemagne (RFA), libre et démocratique avec son économie de marché, d'un côté, et le système socialiste de la République démocratique allemande (RDA), de l'autre.

La construction du mur par les dirigeants de la RDA a constitué un aveu de défaite dans la bataille entre les deux systèmes. Les gens voulaient échapper à ce qu'ils considéraient comme le mauvais

système afin de pouvoir passer dans ce qui était à leurs yeux le bon système et d'y vivre dans la liberté. Les répercussions de la décision de construire le mur de Berlin se sont donc fait sentir bien au-delà de la ville.

Richard von Weizsäcker a dit un jour, lorsqu'il était Président fédéral : « l'histoire de l'Allemagne ne nous a jamais appartenu en propre. » Thomas Mann a exprimé cette idée en 1953 dans le célèbre discours à la jeunesse allemande lorsqu'il déclarait : « ce que nous voulons c'est une Allemagne européenne et non une Europe allemande ». L'Allemagne se tournait ainsi vers l'Europe, et il est sans doute symbolique que le chancelier Helmut Kohl et moi-même aient vécu la chute du mur non pas à Bonn, ni à Berlin, mais à Varsovie, où nous rendions visite au nouveau gouvernement polonais formé par Solidarność, et pendant que nous dînions, la nouvelle est tombée : « le mur de Berlin a été ouvert. »

Je n'oublierai jamais ma rencontre avec Lech Walesa et son conseiller de politique étrangère Bronislaw Geremek le lendemain matin. Geremek a dit : « la chute du mur marque un grand jour pour l'Allemagne car, M. Genscher, elle signifie l'unité pour votre pays. Mais c'est aussi un grand jour pour la Pologne. Si l'Allemagne est unifiée, la Pologne aura la Communauté européenne pour voisin. » Aujourd'hui, la Pologne est membre de cette communauté.

Le mur séparait non seulement des allemands d'autres allemands et des berlinois d'autres berlinois, mais aussi des européens d'autres européens. Nous savons aujourd'hui que la chute du mur a constitué un événement historique qui a permis de surmonter la division de la planète. Mais les choses n'en restent pas là. L'histoire n'accorde aucun répit, ne marque pas de pause. Le monde a néanmoins soufflé brièvement, mais en 1998 et 1999 deux hommes d'État ont lu correctement les signes des temps.

Il y a eu Mikhaïl Gorbatchev, qui a évoqué devant les Nations Unies en décembre 1988 les grands défis auxquels l'humanité était confrontée, à savoir la préservation des ressources naturelles, l'élimination de la faim et de la pauvreté dans le monde en développement et l'arrêt de la course aux armements. Il y a eu le Président américain Georges Bush, qui a déclaré, en 1989, qu'un ordre mondial nouveau était en train d'émerger.

L'ANNÉE LA PLUS HEUREUSE

Toutefois, bien avant cela, on avait réfléchi à la façon dont ce qui nous divisait au cours de la guerre froide pouvait être surmonté. Le fait est que la coopération au sein de la CSCE et de l'OSCE avait un rôle essentiel à jouer pour que nous puissions vivre 1989 comme l'année peut-être la plus heureuse de l'histoire européenne.

Les peuples de l'Europe n'étaient-ils pas, à l'automne de 1989, plus unis dans leurs espoirs et leurs craintes et dans leurs préoccupations et leurs désirs et plus proches les uns des autres que jamais auparavant dans leur histoire ? Tel est le message de cette époque que nous devons honorer alors qu'il nous incombe aujourd'hui d'aborder la question d'une nouvelle structure future, non seulement pour l'Europe, mais aussi pour la vaste zone transatlantique de Vancouver à Vladivostok, comme une tâche commune.

Il y a eu aussi le tournant historique de 1975, qui a été amorcé avec l'Acte final de Helsinki. Des pays divisés en deux camps opposés selon les règles de la guerre froide et alors que la confrontation idéologique et militaire sévissait à une échelle

inimaginable se sont réunis à Helsinki pour s'efforcer de parvenir à un minimum de consensus.

En lisant l'Acte final de Helsinki, nous pouvons constater que c'est un chef-d'œuvre d'équilibre entre les intérêts — un accord sur les principes de la coexistence entre les humains et les nations, un accord sur le fait que nous ne pourrions trouver un terrain d'entente qu'à la condition d'être prêt à se parler et à travailler ensemble et qu'il convient de respecter les émotions, les désirs et les besoins des hommes ainsi que la dignité humaine. Tout cela a été inclus dans la troisième corbeille de la CSCE concernant les questions humanitaires.

Revenons sur ce qui s'était passé avant cela : le 17 juin 1953, un soulèvement populaire a été écrasé par les chars soviétiques en RDA, tout comme en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, puis il y a eu les mesures prises à l'encontre de Solidarność, sans intervention soviétique cette fois, et enfin cet événement sans précédent qui a marqué 1989.

Il n'aurait pas été possible sans la disposition de l'Acte final de Helsinki permettant aux défenseurs des droits civils de rappeler à leur propre gouvernement qu'il avait souscrit à certains engagements, qu'il avait décidé que l'Acte final ne serait pas enfoui dans les archives des ministères des affaires étrangères mais mis à la disposition de chaque citoyen et publié dans la presse, que rien de cela ne se ferait du jour au lendemain mais qu'il s'était engagé à lancer un processus qui le rendrait possible.

UNE PORTE NOUVELLE

Je me souviens de ces journées décisives de la Conférence de suivi de la CSCE à Madrid (1980–1983) qui ont succédé à la destruction en vol d'un avion coréen, alors que la réunion était au bord de la rupture. Et puis nous nous sommes souvenus que si nous avions réalisé quelque chose de précieux et étions assis à la même table pour débattre des problèmes, il ne fallait pas que cela s'arrête. C'est ce qui fait l'importance historique de l'Acte final, dont découle justement l'OSCE, qui m'accueille et à laquelle je peux m'adresser aujourd'hui.

M. Bush, le Président américain de l'époque, n'avait-il pas raison lorsqu'il a parlé d'un nouvel ordre mondial qui était en train d'émerger ? Ce n'était pas la fin de l'histoire. Une nouvelle porte avait en fait été ouverte. Aujourd'hui, nous nous rendons compte que l'on n'a pas mis à profit la période qui a suivi pour instaurer et façonner ce nouvel ordre mondial. C'est aux Européens et à tous les signataires de l'Acte final de Helsinki qu'il aurait incombé de le faire. Après tout, les Européens ont un message à adresser au monde — message qui peut et doit dire : il est possible de tirer des leçons de l'histoire. Et il est également possible de trouver des intérêts communs malgré les nombreuses divergences, puis de s'efforcer de faire avancer ces intérêts communs à travers la coopération, en nous rapprochant les uns des autres.

Nous sommes placés aujourd'hui devant une décision fondamentale : dans un monde toujours plus exigeant et interdépendant, où il n'existe plus de région reculée, à quoi peut ressembler cet ordre mondial ? Il est évident que l'on ne peut pas laisser simplement les choses suivre leur cours en pensant que cela finira par s'arranger. C'est l'option du chaos, qui débouche finalement sur la loi de la jungle.

Et puis on songe aux idées fondamentales qui se sont matérialisées ici avec la CSCE, qui sont de travailler ensemble pour le bien commun sur la base de l'égalité des droits que l'on soit grand ou petit. C'est l'option de la coopération, qui, à mon avis,

est la seule possible, la seule qui soit attrayante et la seule qui soit porteuse d'avenir pour l'humanité. C'est là notre mission en tant qu'Européens. C'est aussi celle des États signataires, de Vancouver à Vladivostok, y compris les grandes démocraties d'Amérique et ce grand pays qu'est la Russie ainsi que les États qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique.

SUJETS FAMILIERS

C'est pour cette raison que la mission de la CSCE et de l'OSCE n'a pas pris fin avec la chute du mur de Berlin. Il est plutôt de notre devoir envers les autres parties du monde de continuer à



22 décembre 1989. Hans-Dietrich Genscher, Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, et Jiří Dienstbier, Ministre des affaires étrangères de la République socialiste tchécoslovaque, coupent la clôture de fil barbelé à la frontière germano-tchécoslovaque. Ils se revoyaient dans des circonstances nouvelles : la première fois qu'ils s'étaient rencontrés, c'était dans l'arrière-salle d'une auberge durant le printemps de Prague de 1968. Ils ont été ultérieurement les deux premiers présidents en exercice de la CSCE/OSCE.

travailler à l'unification européenne et au façonnement de son avenir. Telle est la signification des développements qui trouvent leur nouvelle expression dans le Processus de Corfou. Nous retrouvons ici de nombreux thèmes familiers aux gens de notre époque. Il est évident que nous devons instituer un mécanisme capable de régler les conflits par des moyens pacifiques. Il est évident que nous devons continuer à nous efforcer de maîtriser les armements et d'instaurer des mesures de confiance. C'est là une nécessité. Nous devons prendre conscience des nouveaux défis qui vont bien au-delà de la course aux armements et des menaces militaires : combattre le terrorisme mondial, protéger les ressources naturelles et lutter contre la criminalité organisée.

Une grande autrice allemande de notre époque, constatant que l'on savait quand une guerre commençait, a posé un jour la question suivante : quand commence l'avant-guerre ? On pourrait ajouter une deuxième question à celle de Christa Wolf : où commence l'avant-guerre ? L'avant-guerre commence quand les préjugés empoisonnent la façon dont les peuples raisonnent et agissent. Il commence dans le cœur des humains, dans leur esprit où viennent se loger de faux sentiments de

supériorité et de fausses exigences de ségrégation qui peuvent entraîner une évolution dangereuse dans notre façon de penser et d'agir. Nous avons pour tâche d'éduquer les jeunes, et ce sans attendre qu'ils aillent à l'école, mais en commençant là où les premières impressions forment leur caractère, à savoir au sein de la famille.

Le message fondamental du processus de la CSCE et de l'OSCE est que nous pouvons réaliser beaucoup de choses si nous nous respectons mutuellement. J'espère donc sincèrement que nous saisissons les occasions que nous ont offertes une nouvelle administration aux États-Unis et une nouvelle doctrine en Russie, dont témoigne l'initiative annoncée par le Président russe à Berlin l'an dernier.

Plusieurs défis nouveaux ont surgi depuis la chute du mur. Et la coopération au sein de cette grande organisation qu'est notre OSCE offre une merveilleuse plateforme pour débattre de notre avenir commun avec courtoisie et dans le respect mutuel.

J'espère donc que l'OSCE a conscience qu'il est de son devoir de poursuivre les processus qui ont été engagés et dont la portée dépasse de loin les États participants de l'OSCE. Je souhaite et j'espère ceci, tout en lançant un appel aux responsables actuels : tout comme nous avons entrepris alors, à un moment très difficile, de surmonter les murs et les frontières en Europe, travaillons maintenant ensemble pour que les États signataires de l'Acte final de Helsinki — les États participants de l'OSCE — apportent leur contribution afin que nous puissions resserrer les rangs en tant que communauté partageant un destin commun et donner un visage nouveau à la planète à travers notre exemple.

Tel est le vœu que je formule aujourd'hui. Il est lié à la gratitude de mon pays envers tous ceux qui nous ont soutenus à l'époque de notre division. Nous avons compris ceci — et l'espace de la CSCE a certainement quelque chose à y voir : la division est la pire des choses et l'unification n'est pas toujours aisée, mais elle est souhaitable. Nous devons nous efforcer d'œuvrer ensemble à la réalisation de cet objectif.

(traduit de l'Allemand par les services linguistiques du Secrétariat de l'OSCE)



Hans-Dietrich Genscher : un hommage

Hans-Dietrich Genscher était Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne au moment de la signature de l'Acte final de Helsinki en 1975. Il occupait encore ce poste — pour l'Allemagne unifiée — lorsqu'il est devenu le premier Président en exercice de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en 1991. M. Genscher a été non seulement le témoin de développements historiques en Europe, mais aussi un des architectes de la sécurité européenne coopérative et globale, le concept de sécurité phare de l'OSCE.

Appartenant à une génération qui a dû participer à la deuxième guerre mondiale avant même d'atteindre la majorité, M. Genscher a toujours été profondément attaché à l'idée que la politique étrangère est un moyen de préserver et de favoriser la paix et la stabilité. Il a grandi jusque dans les premières années de l'âge adulte dans ce qui était alors l'Allemagne de l'Est, mais a quitté celle-ci peut-être après pour échapper à la règle communiste de l'après-guerre et participer au développement politique démocratique de l'Allemagne de l'Ouest.

Il a adhéré au Parti libéral-démocrate dès 1952, à l'âge de 25 ans, y a poursuivi sa carrière pour en devenir le Président dans les années 1970 et 1980 et reste aujourd'hui une source d'inspiration pour ceux qui façonnent et analysent la politique étrangère en Allemagne et au-delà.

Hans-Dietrich Genscher, qui a maintenant 82 ans, a bien sûr été particulièrement sollicité cette année, qui marque le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin et l'ouverture du rideau de fer. Il a notamment aidé à passer librement à l'Ouest des réfugiés d'Allemagne de l'Est à Budapest, à Prague et ailleurs. Il a en outre été associé étroitement aux négociations ayant abouti à l'unification allemande, qui a marqué l'accomplissement d'une stratégie politique à long terme axée sur les droits démocratiques et le rôle politique des citoyens individuels.

Au cours des 20 dernières années, l'espace de la CSCE — et maintenant de l'OSCE — a progressé régulièrement. Certaines régions se sont développées à un rythme différent de celui des autres, et la tâche de l'OSCE est loin d'être terminée. Toutefois, le concept original de sécurité globale et coopérative de

l'OSCE demeure incontestablement indispensable pour assurer une paix durable et un développement stable dans l'ensemble de la région et offrir une source d'inspiration bien au-delà.

Le dialogue politique, la confiance mutuelle et le respect des droits humains et démocratiques sont aussi importants qu'ils l'étaient en 1975 et 1989. À l'aube d'une nouvelle décennie du XXI^e siècle, l'expérience politique de Hans-Dietrich Genscher conserve sa pertinence — en particulier à un moment où les États participants ouvrent un nouveau chapitre dans leur coopération à travers le Processus de Corfou.

— *Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'OSCE*

19 et 20 juin 1991, Berlin. C'est au Reichstag que s'est tenue la première réunion des ministres des affaires étrangères de la CSCE, 18 mois à peine après la chute du mur.

« Victoire de l'inattendu »

Lors de la commémoration spéciale du 6 novembre, le Ministre autrichien des affaires étrangères Michael Spindelegger (au centre) et le Ministre suppléant grec des affaires étrangères Dimitris Droutsas (à droite) ont rendu hommage au courage et à la persévérance de ceux qui ont rendu possible les événements de 1989, notamment Hans-Dietrich Genscher (à gauche). Tous deux ont fait part de leurs réflexions sur le rôle joué par la CSCE/OSCE dans le renforcement de la sécurité en Europe et ont mis sur le Processus de Corfou. Le lecteur trouvera ci-après des extraits de leurs observations, traduits de l'allemand.



OSCE/SUSANNA LOOF

Les événements de 1989 ont servi de point de départ à l'éclosion d'une nouvelle Europe. Se fondant sur des valeurs communes et sur le concept du renforcement de la confiance entre l'Est et l'Ouest, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a apporté une contribution fondamentale à cette transition pacifique vers une nouvelle ère.

Georg Steiner a dit que « 1989 était une victoire de l'inattendu ». Je crois que c'était, surtout, une victoire des citoyens et des mouvements de droits civils qui a contribué à susciter les changements radicaux de cette époque. Pour citer Heinrich Böll : « la liberté n'est pas un don ; elle se mérite. »

La transition était un processus qui a consisté en plusieurs petites étapes et qui était inspiré par le courage moral et le désir de liberté. Aujourd'hui, les militants des droits civils dans ce qui était à l'époque l'Allemagne de l'Est, dont le courage a permis de jeter les bases de la réunification de l'Allemagne, ont notre admiration et notre respect.

En 2009, pour me faire une idée de l'opinion de mes concitoyens sur l'Europe, j'ai organisé un tour d'Autriche, qui m'a permis de me rendre compte du scepticisme des Autrichiens face à l'Europe d'aujourd'hui. Je peux donc vous dire de première main que de nombreux citoyens se posent actuellement la question suivante : « À quoi sert l'Europe aujourd'hui ? Comment pouvons-nous changer la donne ? » Tout le monde ne mesure pas l'importance du vingtième anniversaire de la chute du rideau de fer et du mur de Berlin. Pour ceux qui n'ont pas vécu ces événements, ils ne signifient pas grand-chose.

C'est la raison pour laquelle la commémoration de cet anniversaire nous offre une occasion de rappeler, en particulier aux jeunes, l'importance de l'année 1989 et d'insister sur les avantages concrets et les possibilités que cette Europe unie offre aujourd'hui à ses citoyens. Nous devons nous efforcer, encore et encore, de faire revivre l'enthousiasme de cette époque, de renforcer la volonté

de contribuer à un développement pacifique et d'affirmer la quête de liberté et de solidarité pour l'avenir de l'Europe.

Nous devons également nous souvenir du fait que la division de l'Europe ne fait pas encore entièrement partie du passé. Il reste sur ce continent des hommes et des femmes pour lesquels la liberté et la sécurité ne vont pas de soi. Nous ne devons pas oublier cette Europe « désavantagée ». En effet, ce sont ces régions — des Balkans à la mer Noire — qui pourraient devenir sources de dynamisme pour une future Europe. Nous devons tirer parti de leur potentiel humain, économique et culturel. Les événements de 1989 représentent donc non seulement une chance à saisir, mais également un mandat pour une nouvelle Europe.

Vienne a traditionnellement servi de point de rencontre entre l'Est et l'Ouest — avant, pendant et après la chute du rideau de fer. C'était à une conférence de la CSCE réunie à Vienne en 1989 qu'Édouard Chevardnadzé, qui était à l'époque Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, a déclaré : « le rideau de fer rouille ».

Aujourd'hui, 20 ans après la chute du mur, nous constatons qu'il persiste parfois dans nos esprits. Certaines de nos conceptions et certains des termes que nous employons résistent au changement. Si je peux me permettre d'évoquer le jargon de l'OSCE, nous employons encore toujours les expressions « à l'Est de Vienne » et « à l'Ouest de Vienne ». Mais, ici aussi, les choses évoluent.

En réponse aux propositions du Président russe Dmitry Medvedev, l'OSCE, sous sa Présidence grecque, s'est employée à préparer un nouveau dialogue de sécurité dans le cadre de l'Organisation et a amorcé le « Processus de Corfou » qui a été un véritable succès. Nous ne nous sommes pas détachés de l'évolution que l'OSCE connaît depuis de nombreuses années mais avons, au contraire, poursuivi dans cette voie et tenté de nous

appuyer sur les fondations traditionnellement solides de l'Organisation.

Michael Spindelegger, Ministre autrichien des affaires étrangères, Vienne, 6 novembre 2009

Les murs divisent les villes, les sociétés et les perceptions — et cela, malheureusement, même aujourd'hui et même en Europe. Les murs représentent des obstacles à la prospérité et à la liberté de l'être humain, portant atteinte à sa dignité. Toutefois, la chute du mur de Berlin a démontré que les barrières physiques ne pouvaient résister au désir de paix et d'unité des citoyens et à leur détermination à construire un avenir fondé sur une communauté de dessein et des valeurs communes.

Le 9 novembre 1989 a marqué la fin d'une ère de méfiance et de dissensions et a ouvert la voie à la coopération dans le but d'édifier une Europe pacifique et stable. Il convient de ne pas oublier l'importante contribution de certaines personnes qui ont préparé le terrain politique à des mesures audacieuses et décisives pour un avenir meilleur. Hans-Dietrich Gensher a contribué de façon décisive aux événements qui ont marqué l'histoire de ce continent. Le courage et la persévérance dont il a fait preuve au cours de cette période d'incertitude et de remise en question est, pour nous tous, source d'inspiration.

Depuis 1989, l'Europe a connu une transformation positive. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe, adoptée en 1990, envisageait une Europe fondée sur les principes démocratiques, l'état de droit et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cela dit, à l'occasion de cet anniversaire, nous nous devons d'intensifier nos efforts afin que cette vision se réalise pleinement.

L'OSCE, que j'ai l'honneur de représenter ici aujourd'hui, joue un rôle central à cette fin. L'Organisation s'appuie sur la notion selon laquelle la sécurité de l'Europe commence par la dignité inhérente à la personne humaine. Créée en tant qu'instrument de détente, l'OSCE a instauré une plateforme de dialogue, mettant en cause les dogmes de la confrontation et réduisant l'inertie du statu quo pour susciter un changement fondamental et positif.

Bénéficiant d'un solide consensus entre ses États participants après la fin de la guerre froide, l'OSCE a adopté un ensemble ambitieux d'engagements et créé des institutions et des opérations de terrain pour apporter son soutien aux États et aux sociétés traversant de difficiles processus de transition. Par ailleurs, l'OSCE a démontré que la vraie sécurité ne pouvait être globale que si elle prenait en considération tous ses aspects.

Nous avons répondu en grande partie aux questions soulevées en 1989. Aujourd'hui, comme dans le passé, l'OSCE reste l'enceinte au sein de laquelle des questions difficiles peuvent être soulevées et réglées. L'OSCE a toujours représenté l'Europe telle

que nous l'imaginions ou telle qu'elle aurait pu être idéalement. Elle a toujours été le reflet de l'Europe telle qu'elle est.

Dans cet esprit, la Présidence grecque de l'OSCE a amorcé un nouveau dialogue sur l'avenir de la sécurité européenne — le Processus de Corfou. Il a pour finalité d'examiner franchement tous les aspects de la sécurité européenne d'aujourd'hui. Le but est de renouveler nos engagements en faveur d'une sécurité indivisible, coopérative et globale, de forger une volonté politique d'agir en commun, et de renforcer les institutions que nous avons créées pour assurer la sécurité sur l'ensemble du continent.

La notion généreuse, défendue par l'OSCE, d'une Europe élargie est une ressource unique permettant à 56 pays de coopérer sur des questions de sécurité dans un cadre de valeurs partagées. Je suis convaincu que nous avons aujourd'hui besoin plus que jamais de cet outil.

Vingt ans plus tard, nous sommes reconnaissants aux hommes et aux femmes de la génération de 1989 pour leur courage, eux qui ont défendu leurs idéaux et comblé des fossés qui semblaient infranchissables. Là où se dressait un mur sombre, une porte s'est soudainement ouverte. Tous les participants sont passés à travers cette porte pour se répandre dans les rues et les églises, surmontant de nombreux obstacles. Chacun d'eux a saisi la chance de bâtir et de façonner quelque chose d'inédit et a osé le changement.

Vingt années se sont écoulées depuis que nous avons reçu ce don extraordinaire de liberté. Mais, aujourd'hui encore, rien ne nous enthousiasme ou nous motive davantage, rien ne nous remplit de sentiments plus positifs que le pouvoir de la liberté. Aujourd'hui, nous sommes également conscients de notre responsabilité, celle de ne jamais plus permettre à de quelconques murs d'être édifiés qui nous sépareraient l'un de l'autre.

Dimitris Droutsas, Ministre suppléant des affaires étrangères de la Grèce et Envoyé spécial du Président en exercice de l'OSCE

6 novembre 2009, Hofburg, Vienne. Concert donné par des membres de l'Orchestre de chambre de Vienne dans le cadre de la manifestation spéciale organisée pour commémorer la chute du mur de Berlin.



Berlin, 0 heure

La nuit de la chute du mur

Martin Nesirky

10 novembre 1989, Brandenburger Tor.
Après 28 années, les Berlinois de l'Est et de
l'Ouest célèbrent leur réunification.



Berlin, 9 octobre 2009 — De retour sur place pour la première fois en une décennie pour une réunion avec des correspondants et des diplomates, je me mêle aux inévitables touristes allant voir le mur, dont des fragments subsistent sur fond de nouveaux bâtiments clinquants.

Le Palais de la République débordant d'amiante, qui abritait le Parlement est-allemand et que les Berlinois de l'Est qualifiaient d'un ton moqueur de « ballast de la République », n'existe plus depuis longtemps.

Il ne reste pas non plus grand-chose du centre de presse où je travaillais et où le responsable est-allemand des médias, Günter Schabowski, a paru être lui-même surpris par l'annonce sibylline qui a eu pour effet d'ouvrir une grande brèche dans le mur.

Cela étant, ce que je crois être venu rechercher est encore bien présent — des souvenirs de conversations et d'observations entendues il y a 20 ans, mais néanmoins encore bien présents.

Au checkpoint Charlie, je suis debout sous la pluie face à l'ancien point de passage et me souviens du premier Allemand de l'Est entrant dans Berlin Ouest, les bras tendus en l'air et le regard ébahi.

Je m'étais faufilé à travers le poste de contrôle de l'Est vers l'Ouest quelque temps avant que les gardes ne commencent à permettre à des Allemands de l'Est de passer. J'avais déjà emprunté ce passage des dizaines, si pas des centaines de fois — à deux reprises avec un chat resté indétecté dans le coffre et la radio à fond. Il va sans dire que mon passage, le 9 novembre, m'avait donné encore plus de frissons.

J'ai passé une bonne partie du reste de cette nuit à bavarder, grisé par le murmure des conversations, à prendre frénétiquement des notes, ainsi qu'à essayer de trouver un téléphone à cette époque d'avant le téléphone portable et à prendre conscience que la ville de mes ancêtres renaissait.

Dans le district de Prenzlauer Berg, où j'habitais, et à Berlin Mitte, où je rencontrais fréquemment des dissidents et m'éforçais d'échapper aux policiers de la Stasi, les souvenirs sont tout aussi vivaces, mêmes si les façades des bâtiments sont aujourd'hui tape-à-l'œil et les cafés chics.

Arrivé dans une rue pavée, je regarde autour de moi, cette fois-ci sous un soleil automnal, me souvenant d'une nuit d'octobre 1989 au cours de laquelle des policiers en uniforme et des membres de la Stasi en civil ont arrêté des manifestants qui réclamaient une réforme gorbatchévienne.

À l'époque, sous le faible éclairage des lampadaires, on se serait cru davantage en 1939 qu'en 1989. J'avais réussi à m'échapper et à me cacher dans une cour avant de rentrer chez moi pour rédiger mon article.

Il était clair que quelque chose allait devoir lâcher, mais je n'aurais pas pu deviner comment cela allait se faire.

Je pense en particulier à un ami, bien que je n'aie pas pu le retrouver en octobre. Au début de mon affectation, il avait été la source d'une exclusivité sur un léger assouplissement par l'Allemagne de l'Est des restrictions de voyage ; cela peut paraître quelque peu ridicule aujourd'hui, mais, à l'époque, c'était un scoop. J'ai même transmis mon article à partir de Bonn sous le non du correspondant en chef pour me couvrir ainsi que ma source.

La première fois que j'ai revu cet ami après le 9 novembre, il m'a offert un panneau-frontière qu'il avait dérobé pour moi la nuit même de la chute du mur.

Martin Nesirky a été correspondant de Reuters en Allemagne de l'Est et à Berlin-Ouest de 1987 à 1991. Il est porte-parole de l'OSCE depuis avril 2006. Il a rédigé ce récit de témoin à l'invitation de Reuters, qui l'a publié le 4 novembre à l'occasion de vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin.

Réflexions sur Berlin : un fanal pour une « Europe entière et libre »

La première réunion des Ministres des affaires étrangères de la CSCE s'est tenue les 19 et 20 juin 1991 dans le bâtiment du Reichstag à Berlin, 18 mois seulement après la chute du mur. Le choix de ce lieu était un signe d'appréciation envers l'Allemagne et Berlin — et envers le Président de la première réunion du Conseil des ministres de la CSCE, le Ministre des affaires étrangères Genscher, qui avait été un élément moteur du processus de la CSCE depuis 1975.

Berlin était un choix « logique » : ayant été au centre de la confrontation Est-Ouest pendant des décennies, elle pouvait à présent servir de fanal pour une « Europe entière et libre ». Pour le Ministre des affaires étrangères Genscher, ce fut un moment très émouvant lorsqu'il souhaita la bienvenue aux Ministres des affaires étrangères de la CSCE sur les marches du Reichstag.

Dans ses mémoires de 1995, *Erinnerungen*, il raconte qu'alors que se tenait la réunion du Conseil de la CSCE, le débat sur Bonn ou Berlin en tant que capitale d'une Allemagne réunifiée faisait rage au Bundestag et qu'il avait quitté précipitamment la réunion pour se rendre au Bundestag et y plaider la cause de Berlin. Le Conseil de la CSCE a d'ailleurs été la dernière grande réunion à se tenir dans l'ancien Reichstag avant qu'il ne soit complètement remis à neuf et rénové pour servir à nouveau de Parlement allemand.

— *L'Ambassadeur Wilhelm Höynck, premier Secrétaire général de la CSCE/OSCE (de juin 1993 à juin 1996), évoquant son étroite coopération avec l'ancien Ministre des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher à la fin des années 1980 et au début des années 1990*



19 juin 1991, Berlin. Le Reichstag à l'ouverture de la première réunion des Ministres des affaires étrangères de la CSCE.

La réunion historique de Helsinki a été précédée d'une quantité considérable de travail. Aujourd'hui, nous avons le Processus de Corfou, dernier jalon dans la phase comparativement récente des délibérations sur l'avenir de notre sécurité commune et de notre coopération. La chute du mur de Berlin peut être considérée comme le premier jalon de ce même processus. Et divers développements au cours de ces deux dernières décennies prouvent que cette chute du mur ne marquait que le début du démantèlement, brique par brique, du mur de méfiance dans nos esprits. Il s'agit d'un exercice inévitable, laborieux et axé sur des objectifs précis qui nous occupe jour après jour et qui est loin d'être terminé. Nous considérons que la décision concernant la présidence kazakhe de l'OSCE ne représente certes qu'une seule brique, mais une brique très importante, retirée de ce mur.

— *Extrait de l'intervention de Kairat Abdrakhmanov, Ambassadeur du Kazakhstan auprès de l'OSCE, à la séance spéciale du Conseil permanent, le 6 novembre 2009*

La commémoration du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, plus tôt dans la journée, nous a fait prendre conscience du fait que cet événement avait suscité une multitude de changements et de processus dont nous ne sommes toujours pas en mesure, aujourd'hui, de cerner toutes les conséquences. Le monde a radicalement évolué et les effets de cette évolution sont encore inconnus. Vivant à une époque de changements, nous portons une responsabilité considérable pour notre avenir. La façon dont nous nous comportons durant cette période de transformation profonde sera lourde de conséquences pour les générations à

venir. Le seul moyen pour les États participants de contribuer à bâtir un avenir de paix, de stabilité et de prospérité est d'agir de concert, dans le respect du droit international et de l'égalité souveraine des États, notamment de leur intégrité territoriale, de réaffirmer nos valeurs et nos principes communs, de renforcer le dialogue, de rendre le multilatéralisme plus effectif et de parvenir à un consensus sur les questions fondamentales qui nous concernent tous. — *Extrait de l'intervention de Miroslava Beham, Ambassadrice de Serbie auprès de l'OSCE, à la séance spéciale du Conseil permanent, le 6 novembre 2009*

La manifestation spéciale organisée plus tôt dans la journée à la Hofburg pour commémorer le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin a mis en relief la raison d'être de l'OSCE. Elle nous a rappelé la valeur de notre dialogue stratégique et de nos efforts visant à renforcer la confiance et la coopération dans la vaste région de l'OSCE — de Vancouver à Vladivostok — grâce à notre agenda global en matière de sécurité et à notre attachement à sauvegarder les droits des individus et leurs libertés fondamentales.

— *Extrait de l'intervention de Stefan Skjaldarson, Ambassadeur d'Islande auprès de l'OSCE, au nom de des délégations du Canada, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse, à la séance spéciale du Conseil permanent, le 6 novembre 2009*



19 juin 1991, Vienne. L'ancien Premier Ministre Hans-Dietrich Genscher se fait ovationner à la Hofburg.

Changer les choses de ses propres mains

Les lauréats d'un concours vidéo font revivre l'esprit de 1989

Tatyana Baeva

Comment procède-t-on pour mesurer l'impact global d'un travail très personnel qui cherche à associer concept et créativité, originalité et pertinence ? Après nous être enfermés dans une pièce et avoir commencé à passer en revue chacun des projets soumis dans le cadre du concours vidéo de l'OSCE, nous, les six membres du jury, avons décidé de faire abstraction de nos critères soigneusement établis, de nous installer confortablement et de nous contenter de regarder, de faire confiance à nos impressions et d'écouter.

« Pour choisir les cinq projets gagnants, le facteur déterminant a tout simplement été le suivant : Quelles sont les vidéos qui ont le mieux capturé la société civile en action en deux ou trois minutes ? », explique Alexandros Dimitrakopoulos, Conseiller à la délégation grecque auprès de l'OSCE. « En définitive, vous le sentiez lorsque tout allait bien ensemble. »

Le concours, « Taking part : Civil Society Initiatives in the OSCE Area », a été lancé par la délégation allemande auprès de l'OSCE début août en coopération avec la Présidence grecque et la Section de la presse et de l'information du Secrétariat.

« Dans l'esprit de la chute du mur de Berlin, il y a 20 ans, nous avons voulu, à travers l'objectif des caméras de jeunes hommes et de jeunes femmes, rendre hommage aux initiatives citoyennes qui contribuent à promouvoir la stabilité, la prospérité et la démocratie dans la région de l'OSCE », a déclaré l'Ambassadeur Heiner Horsten, Chef de la délégation allemande auprès de l'Organisation.

« Après tout, c'était des membres courageux, déterminés et responsables de la société civile qui ont réussi à faire tomber le mur 'de leur propres mains', comme l'a un jour déclaré l'ancien Ministre allemand des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher ».

Les six lauréats — d'Arménie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de Moldavie et de Pologne — n'en croyaient pas leurs oreilles lorsque nous les avons appelés pour leur faire savoir que leur projets avaient été retenus, qu'ils seraient invités à assister aux activités organisées à la Hofburg pour commémorer l'anniversaire de la chute du mur de Berlin et qu'ils auraient l'occasion de rencontrer Hans-Dietrich Genscher.

« Le souhait d'influer sur le cours des choses et d'inspirer d'autres personnes à en faire autant est le fil conducteur commun à tous les projets gagnants », a indiqué Uwe Petry, Conseiller à la délégation allemande auprès de l'OSCE. « Pour le reste, les thèmes abordés dans les vidéos et les jeunes gens qui les ont produites sont aussi différents les uns des autres que les pays dont ils sont originaires. »

« You Can Always Help — Just Because » est une vidéo muette bien conçue montrant un randonneur ayant quitté Erevan par l'autoroute de Sevan. Malgré de nombreuses tentatives infructueuses de se faire prendre en stop, il n'est pas découragé. Lorsqu'il voit une grosse pierre au beau milieu de l'autoroute, il n'hésite pas à la ramasser et à la jeter hors du chemin.

Originnaire d'Erevan, Ani Harutyunyan, une mathématicienne âgée de 21 ans qui poursuit des études universitaires du troisième cycle, a produit sa vidéo dans le cadre d'une série de quatre messages d'intérêt général pour attirer les téléspectateurs dans le monde du bénévolat. « Dans le même temps, je voulais illustrer ce qu'est réellement un message d'intérêt général », a-t-elle dit. « En Arménie, les entreprises utilisent ce type de message pour attirer l'attention mais, dans bien des cas, il n'ont pas vraiment l'intérêt public à cœur. »

En soumettant sa vidéo intitulée « Free Sailing in the Free Internet », Ulan Shamset, un ingénieur de 25 ans devenu journaliste, espérait attirer l'attention sur son engagement personnel en faveur de la liberté d'expression au Kazakhstan en tant que coordonnateur de l'initiative civique K@ZNET Freedom récemment créée. Des scènes au tempo rapide montrent des hommes, des femmes et des enfants manifestant pacifiquement à travers le pays pour envoyer au Gouvernement le message qu'« il n'y a pas de liberté sans liberté de l'internet » et demander instamment l'abolition des lois internet restrictives.

Nos volontaires sont convaincus que la loi actuelle est inéquitable et ne tient pas compte des principes de la liberté et de la démocratie », déclare Ulan. « Nous espérons que, lorsque le Kazakhstan assumera la Présidence de l'OSCE l'année prochaine,



Vienne, 5 novembre 2009. L'Ambassadeur d'Allemagne Heiner Horsten (troisième à partir de la droite) entouré (de gauche à droite) d'Ignacy Kolaczy ski (Pologne), de Kaarmanbek Kuluev (Kirghizistan), de Victoria Kriukova et d'Oxana Andriuc (Moldavie), d'Ulan Shamset (Kazakhstan) et d'Ani Harutyunyan (Arménie).

le Gouvernement prouvera que nous sommes effectivement une démocratie, non seulement en paroles mais également en actes. Nous sommes indépendants aujourd'hui et la société civile émerge. »

Ulan se réjouissait à la perspective de raconter à ses amis restés au pays que le dossier d'information qu'ils avaient préparé spécialement pour son voyage à Vienne — contenant un CD-Rom, un bateau en papier plié à la main pour représenter le thème de sa vidéo et un bouton « I Love K@ZNET Freedom » — avait été remis au Ministre Genscher.

La promotion de la tolérance interethnique n'était qu'un des thèmes explorés par le plus jeune lauréat, Ignaci Kolaczyński, un lycéen polonais de 18 ans qui souhaiterait devenir avocat. La vidéo « Civil Society: Where does it begin ? » braque les projecteurs sur une vaste gamme d'activités menées au niveau local dans le propre quartier d'Ignaci, notamment une action menée au nom de commerçants vietnamiens dont les échoppes étaient menacées de fermeture.

« Je souhaitais montrer à d'autres jeunes gens qu'il était possible de vivre en harmonie avec des personnes de cultures et d'origines ethniques différentes et que chacun a le droit de travailler et de ne pas faire l'objet de discriminations », a-t-il déclaré. Ces valeurs lui ont été inculquées très jeune par son père, qui a été à trois reprises observateur militaire de l'OSCE en Géorgie entre 1994 et 2002.

« Seeing with Eyes Closed », la vidéo d'Oxana Andriuc, 29 ans, cadre dans une agence de publicité, et de l'étudiante en journalisme Victoria Kriukova, 21 ans, toutes deux de Moldavie, a un double objectif : accroître la confiance en soi d'un groupe d'aveugles par la pratique de sports et promouvoir une tolérance accrue au sein de la société pour les personnes handicapées.

Les scènes filmées par l'équipe de production ont capturé la discipline et la persévérance de plusieurs hommes aveugles s'efforçant d'améliorer leurs capacités à pratiquer un jeu de ballon dans un club de sport pour personnes handicapées situé dans la ville de Bender. Dans une interview, le fondateur du club, qui est né aveugle, a déclaré qu'il souhaitait aider des gens comme lui. « C'est encore plus dur pour ceux qui perdent l'usage de la vue à un stade ultérieur de leur vie », explique-t-il sans s'apitoyer le moins du monde sur son propre sort.

Oxana et Victoria, qui, chez elles, sont activement engagées dans des questions sociales, ont déclaré qu'elles se sentaient « presque coupables » de profiter de Vienne et du tapis rouge que leurs hôtes de l'OSCE déroulaient à leur intention. « Savoir que, durant notre visite et les conversations que nous avons eues, nous avons rencontré beaucoup d'intérêt pour le sort de la communauté d'aveugles dont il est question dans la vidéo, ce qui pourrait peut-être aboutir à l'ouverture d'autres sources de financement, fait que nous nous sentons mieux. »

« Don Quichotte de Bichkek », un défenseur des droits de l'homme qui est un visage familier de la capitale kirghize, est l'acteur principal de la vidéo de Kaarmanbek Kuluev, journaliste indépendant âgé de 24 ans. Kaarmanbek suit, l'espace d'une journée, Maksim, un manifestant engagé et sans peur qui ne semble pas, à première vue, protester contre quoi que ce soit de particulier.

« Certains désapprouvent de ses activités, le qualifiant de clown tandis que certains le comparent à Don Quichotte s'attaquant aux moulins à vent », explique Kaarmanbek. « Mais d'autres, dont sa mère, comprennent le message qu'il veut faire passer grâce à sa méthode, qui lui fait souvent avoir des ennuis avec la loi. »

Kaarmanbek, dont la couverture animée d'histoires insolites des alentours de Bichkek attire de nombreux partisans, a eu le dernier mot à la cérémonie de remise des prix pour le concours vidéo qui s'est déroulée à la Hofburg le 5 novembre.

Répondant aux observations élogieuses de l'Ambassadeur allemand Hornstein et de l'Ambassadrice grecque Mara Marinaki, il a déclaré : « Cela m'a intéressé de voir comment une grande organisation fait de la grande politique, mais le monde des jeunes et quelque peu différent. Nous ne portons pas de cravates, nous avons des surnoms, nous sommes sur Facebook et nous n'assistons pas souvent à des conférences officielles. Mais le fait que votre Organisation s'intéresse aux activités de la société civile est quelque chose qui nous remplit de fierté et qui nous encourage à travailler encore plus dur. »

Tatyana Baeva a été recrutée par le Secrétariat de l'OSCE en qualité d'attachée de presse et d'information en octobre 2009. Auparavant, elle était attachée de presse auprès de la délégation de la Commission européenne en Russie.



« You Can Always Help – Just Because »
Ani Harutyunyan (Arménie)



« Free Sailing in the Free Internet »
Ulan Shamset (Kazakhstan)



« Civil society: Where Does it Begin? »
Ignaci Kolaczyński



« Seeing with Eyes Closed »
Oxana Andriuc et Victoria Kriukova
(Moldavie)



« Don Quixote of Bishkek »
Kaarmanbek Kuluev (Kirghizistan)

SUR LE WEB
www.youtube.com/osce

Le Kazakhstan cherche à « insuffler une vie nouvelle » aux relations entre les États participants

Kanat Saudabayev a été nommé Secrétaire d'État — Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan le 4 septembre 2009. Peu après avoir pris ses nouvelles fonctions, dans le cadre desquelles il a notamment dirigé les préparatifs faits par son pays en vue de la Présidence de l'OSCE qu'il assumera en 2010, M. Saudabayev a répondu aux questions de grande portée que lui a posées le porte-parole de l'OSCE, Martin Nesirky. Il a indiqué ce que la Présidence signifiait pour le Kazakhstan et ses citoyens et s'est déclaré convaincu que ses initiatives à venir en matière de sécurité régionale et internationale insuffleraient une vie nouvelle aux relations entre les États participants de l'OSCE.

Martin Nesirky : le Kazakhstan sera le premier pays d'Asie centrale et le premier État de l'ex-Union soviétique à présider l'OSCE. Qu'est ce qui a incité votre pays à se lancer dans cette mission difficile ?

Kanat Saudabayev, Ministre des affaires étrangères : La Présidence de l'OSCE représente une nouvelle phase logique dans le développement de notre jeune État. L'OSCE et nombre de nos partenaires dans l'Organisation ont joué un rôle important dans nos réalisations. Depuis 18 ans que notre pays est indépendant, nous avons réussi à instaurer une solide économie axée sur le marché, à assurer un développement démocratique et à renforcer l'harmonie interethnique et interreligieuse. Dès le début, le Kazakhstan a été un participant actif et a joué un rôle de premier plan dans les processus visant à assurer la sécurité et l'intégration dans la région eurasiennne. Pour témoigner de notre attachement à la paix, nous avons renoncé, peu après notre indépendance, au quatrième arsenal d'armes nucléaires de la planète.

L'OSCE a joué un rôle clé dans le maintien de l'architecture de sécurité européenne et dans la détermination de la nature des relations mutuelles entre les divers pays européens ainsi que des principes régissant ces relations. L'Organisation a fait la preuve mainte et mainte fois de son aptitude à apporter une « valeur ajoutée » dans la sphère de la sécurité. Je suis convaincu que la contribution potentielle du Kazakhstan à la stabilité régionale, conjointement avec les initiatives internationales en matière de sécurité, insuffleront une vie nouvelle dans les relations entre les États participants de l'OSCE.

Ceux qui vont assumer la Présidence de l'OSCE hésitent à trop dévoiler leurs priorités à l'avance, mais pourriez-vous indiquer sur quoi vous vous proposez de concentrer votre attention et pourquoi ?

Vous avez tout à fait raison : nous annoncerons officiellement nos priorités à la première séance du Conseil permanent en janvier 2010. Jusque-là, nous devons tous soutenir les efforts que déploie la Présidence grecque actuelle pour s'acquitter de son



ordre du jour chargé.

À ce stade, je peux dire sans hésitation que nos efforts seront axés sur les questions de sécurité européenne, le règlement des conflits prolongés et la stabilisation de l'Afghanistan. Nous prêterons également une attention étroite aux questions liées à la maîtrise des armements et à la prolifération des matières dangereuses et des armes de destruction massive. En tant que leader reconnu dans le domaine de la non-prolifération, le Kazakhstan entend tirer tous le parti possible des pratiques qu'il a développées.

Le Kazakhstan attache une grande importance à la lutte contre les menaces et les défis nouveaux de l'ère moderne, en particulier le terrorisme international, l'extrémisme religieux et les diverses formes de trafic illicite et de criminalité organisée. Comme vous le savez, les États participants ont approuvé, pour la dimension économique et environnementale en 2010, le thème « Promotion de la bonne gouvernance aux points de passage des frontières, amélioration de la sécurité du transport terrestre et facilitation du transport international par la route et le rail dans la région de l'OSCE ».

En ce qui concerne la dimension humaine, la tolérance et les questions connexes figureront parmi les principaux points de notre ordre du jour. Fort de notre propre expérience positive du maintien de la paix et de l'harmonie dans une société multiethnique et multiconfessionnelle ainsi que de la promotion du dialogue interreligieux international dans le cadre des congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles, nous prévoyons de nous intéresser aux nombreux aspects de la question, y compris la parité entre les sexes et les droits de l'homme.

Comment prévoyez-vous d'orienter le Processus de Corfou lancé sous la Présidence grecque ?

Le Processus de Corfou est la réponse logique de la communauté de l'OSCE aux événements plutôt difficiles et parfois traumatisants qui se sont produits dans l'espace de l'OSCE ces dernières années. Nous nous efforcerons d'entretenir un dialogue sur tous les aspects de la sécurité paneuropéenne, qui est liée aux trois dimensions et concerne géographiquement non seulement l'espace euroatlantique mais aussi la vaste région eurasiennne.

Le Processus de Corfou est conforme à cette approche. Il a pour objectif ultime de rechercher des réponses concrètes à des questions précises. Il n'a fixé aucune limite quant à sa durée ou à son contenu. Nous estimons que le Processus de Corfou devrait être axé principalement sur les sujets qui bénéficient du plus de soutien et qui ont le plus de chances de se traduire en documents et en programmes concrets. Une série de réunions de travail sont en cours à Vienne et si ces discussions aboutissent à des résultats, la Présidence kazakhe s'emploiera assidûment à mettre en œuvre tout accord qui sera intervenu.

À votre avis, en quoi l'OSCE diffère-t-elle d'autres organisations ? Qu'est-ce qui caractérise, selon vous, ses principales forces et faiblesses ?

La vaste couverture géographique que sa composition confère à l'OSCE, sont approche

multilatérale de la stabilité et de la sécurité ainsi que le principe du consensus auquel il est recouru dans la prise des décisions constituent des caractéristiques qui contribuent au caractère original de notre organisation.

Cela dit, nous ne nous sommes pas toujours montrés capables de réagir comme il convient à des situations de tension et de conflit bien que l'Organisation ait été créée en tant qu'instrument d'alerte rapide et de règlement des crises. Je pense que ce problème n'est pas imputable à l'OSCE elle-même, mais au manque de volonté politique des États participants. Dans notre quête du



OSCE/FOREIGN MINISTRY OF KAZAKHSTAN

compromis, nous devrions réellement tirer tout le parti possible de notre plateforme de dialogue sans pareille.

Comment le Kazakhstan peut-il influencer sur le règlement des conflits prolongés ?

Malheureusement, les conflits les plus prolongés dans l'espace de l'OSCE se sont déclarés sur le territoire de la Communauté d'États indépendants (CEI). Comme vous le savez le Président Nursultan Nazarbayev est intervenu personnellement

Le Kazakhstan abrite plus de 100 groupes ethniques.

Faites connaissance avec Bekmurzayevich Saudabayev

- Secrétaire d'État de mai 2007 à août 2009
- Ambassadeur au États-Unis de décembre 2000 à mai 2007
- Chef de la Chancellerie du Premier Ministre avec rang de membre du Cabinet en 1999–2000
- Ambassadeur au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et accrédité également auprès de la Norvège et de la Suède, de 1996 à 1999
- Ministre des affaires étrangères en 1994
- Ambassadeur en Turquie de 1994 à 1996

M. Saudabayev est titulaire d'un doctorat de philosophie de l'Université d'État du Kazakhstan et d'un doctorat de sciences politiques de l'Université de Moscou. Il est diplômé de l'Institut culturel d'État de Leningrad et de l'Académie des sciences sociales du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Avant d'entrer dans la diplomatie, il a fait une brillante carrière dans la culture et les arts, d'abord comme Directeur du Théâtre académique du Kazakhstan puis comme Président du Comité culturel d'État. Il parle kazakh, russe, anglais et turc.



MAP: OSCE MAGAZINE/NOVA REUTER

Population :	Groupes ethniques :
16,4 millions d'habitants	plus de 130
PIB par habitant :	PPA (parité de pouvoir d'achat) :
8 350 dollars des États-Unis (2008)	177 545 millions de dollars des États-Unis (2008, FMI)

en vue d'assurer un dialogue constructif entre les parties au conflit, tant au niveau bilatéral que dans le cadre de divers formats multilatéraux. Historiquement, le Kazakhstan a entretenu des relations cordiales avec tous les pays de la CEI et participe à des projets d'investissement importants dans la plupart d'entre eux. Nous comprenons les arguments et les problèmes des parties et nous sommes toujours efforcés d'en tenir compte, tout en veillant à respecter les normes fondamentales du droit international. C'est là précisément l'approche que nous entendons adopter pendant la période où nous serons à la barre de l'OSCE.

Sur le plan pratique, nous prévoyons de nommer un représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE pour les conflits, qui présidera ou coprésidera en outre des organes de négociation spécialisés. Nous ne voulons pas surestimer nos capacités, mais il est certain que nous n'épargnerons aucun effort pour tenter de réaliser quelques progrès dans ce domaine difficile. Nous prévoyons également de mettre l'accent sur la diplomatie préventive. La crise d'août dernier nous a convaincu que c'était nécessaire.

Le monde est en proie à une crise financière économique. Pensez-vous que l'OSCE a un rôle à jouer dans le règlement de cette crise ?

Bien que l'OSCE ne soit pas un organisme financier, elle devrait jouer un rôle actif dans les mesures prises pour remédier aux conséquences de la crise mondiale, et notamment pour faire face à ses incidences négatives sur la situation dans la région de l'OSCE en matière de sécurité. L'Organisation devrait en particulier déterminer les principaux domaines relevant de son mandat qui sont les plus vulnérables aux évolutions négatives dans la sphère de la sécurité, par exemple les processus migratoires dans l'espace de l'OSCE.

Dans le contexte de la crise mondiale, les migrants représentent le secteur économique le plus vulnérable dans les pays d'origine comme de destination. Ils appartiennent à la catégorie des personnes les plus vulnérables, avec les réfugiés et les personnes déplacées. L'OSCE devrait examiner comment ses activités peuvent aider tous les pays intéressés à relever le niveau de protection sociale, économique et juridique de ces personnes.

En tant que producteur et exportateur important d'énergie, le Kazakhstan est un acteur majeur dans la l'industrie énergétique mondiale. Comment sont expérimentés dans ce secteur peut-elle aider l'OSCE à contribuer à l'accroissement de la sécurité énergétique ?

Les États participants de l'OSCE n'ont pas de position commune sur le rôle

de l'Organisation dans la réalisation de la sécurité énergétique. Nous savons que les pays occidentaux sont ceux qui souhaitent le plus renforcer la sécurité énergétique et la sécurité des approvisionnements en énergie, eu égard en particulier aux problèmes qui se sont posés l'hiver dernier à propos des fournitures de gaz en Europe. Nous savons aussi que de nombreux États participants souhaiteraient tirer parti des possibilités de l'OSCE pour assurer la sécurité énergétique en Europe.

Le Kazakhstan est un pays doté d'importantes réserves d'hydrocarbure. En tant que pays enclavé, nous souhaitons vivement exporter des matières premières vers autant de débouchés étrangers que possible, y compris les marchés européens. Les réalités actuelles montrent cependant que de nombreux exportateurs de pétrole et de gaz préfèrent régler les questions d'approvisionnement énergétique au niveau bilatéral — fixation des prix, mise en place des itinéraires, volumes et autres facteurs — sans l'intervention de pays ou parties tiers. Ces pays estiment que l'OSCE ne possède ni l'expérience ni les mécanismes nécessaires pour préserver et renforcer efficacement la sécurité énergétique. Il serait donc très fâcheux de placer des espoirs excessifs dans ce que l'OSCE peut faire pour assurer réellement la sécurité énergétique.

Nous estimons cependant que l'OSCE pourrait offrir une enceinte commode pour la démonstration de la bonne volonté politique voulue de la part des États participants en vue de régler les problèmes de sécurité énergétique. L'an prochain, dans le cadre de ses activités liées à la deuxième dimension, le Kazakhstan s'efforcera d'organiser un échange de vues entre les États de l'OSCE sur cette question dans l'espoir qu'ils parviendront à s'entendre.

Quelles sont les approches nouvelles qui peuvent être adoptées pour promouvoir l'équilibre entre les sexes au sein de l'Organisation et dans l'ensemble de l'espace de l'OSCE ?

Assurer l'égalité entre les hommes et les femmes fait partie intégrante de notre politique, tant au sein de l'Organisation qu'au niveau des États. Cet engagement, qui est énoncé dans la Charte pour la sécurité européenne de 1999, est primordial pour renforcer la paix, la prospérité et la démocratie dans la région de l'OSCE.

Au Kazakhstan, les femmes représentent 58% de l'ensemble des fonctionnaires et environ 40% des chefs d'entreprises. Afin de créer une société compétitive, nous poursuivrons les efforts que nous déployons pour veiller à ce que le principe de l'égalité entre les sexes reste profondément ancré dans notre pays.

Bien entendu, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour promouvoir la politique d'équilibre entre les sexes au sein de l'OSCE. Récemment, nous avons proposé aux États participants les thèmes des manifestations qui seront

consacrées à la dimension humaine en 2010. En tête de notre liste figure une réunion supplémentaire sur la promotion de l'équilibre entre les sexes et la participation des femmes à la vie politique et publique, qui est prévue le 8 mars, Journée internationale de la femme.

Le Kazakhstan a dit qu'il fera une large place aux partenaires asiatiques de l'OSCE pour la coopération. Comment envisagez-vous l'évolution des relations extérieures de l'OSCE en 2010 ?

Le Kazakhstan est à la croisée des civilisations européennes et asiatiques. Nous lions notre avenir à celui tant de l'Est que de l'Ouest. Dans le monde moderne, le système de sécurité et de coopération ne doit pas être considéré comme spécifiquement « européen » ou « asiatique ». L'Europe et l'Asie sont étroitement liées l'une à l'autre géographiquement, politiquement et économiquement. Ces liens sont particulièrement manifestes en Asie centrale.

Le mécanisme de l'OSCE pour le dialogue avec ses partenaires asiatiques est irremplaçable. Il est important pour nous d'intensifier notre interaction en poursuivant nos manifestations communes traditionnelles et en identifiant des domaines supplémentaires de coopération pour renforcer la sécurité mutuelle.

Nous nous félicitons vivement de la perspective de continuer à aider l'Afghanistan à reconstruire son économie, en étroite coopération avec les autorités locales et les autres membres de la communauté internationale, y compris l'OSCE, l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Organisation de coopération de Shanghai et l'Organisation de coopération économique.

Nous espérons intensifier le dialogue entre l'OSCE et l'Organisation de la Conférence islamique et la Ligue des États arabes. Après tout, le Kazakhstan a aidé à lancer la création de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA), qui est une sorte d'OSCE asiatique. En 2010, lors du troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CICA, nous prévoyons d'organiser une réunion supplémentaire à l'intention des partenaires asiatiques de l'OSCE, vu qu'ils sont tous membres de la CICA, à l'exception du Japon, qui a le statut d'observateur.

Le Kazakhstan sera aussi le premier pays doté d'une mission de terrain à détenir la Présidence. Quel rôle le Centre de l'OSCE à Astana joue-t-il dans les aspirations du Kazakhstan à la réforme ?

Les travaux du Centre de l'OSCE à Astana aideront beaucoup la Présidence du Kazakhstan. Le Centre entretient de bonnes relations avec les organismes gouvernementaux et les institutions de la société civile et exécute des projets précis.

Nous soutenons les efforts déployés par le Centre de l'OSCE pour promouvoir le renforcement de la confiance et de la sécurité dans la région, améliorer la sécurité et la gestion des frontières,

gérer les ressources en eaux transfrontières, aider le Gouvernement à améliorer les mécanismes législatifs et institutionnels aux fins du développement de la société civile, lutter contre le blanchiment d'argent et combattre la corruption. Je pense que les activités du Centre devraient être dictées par les besoins de la société et promouvoir en outre une coopération régionale étroite.

Je pourrais peut-être ajouter que nous sommes nous-même confrontés à divers défis et que nous favorisons des réformes libérales. Nous sommes résolus à poursuivre dans une voie qui mènera à une société civile plus développée et plus engagée politiquement et à une culture politique parvenue à maturité.

Comment le Kazakhstan se prépare-t-il à la Présidence ?

Le Kazakhstan s'est préparé activement à la Présidence d'une manière responsable. Une commission étatique sur les questions liées à la Présidence a été créée par décret présidentiel et fonctionne déjà. Une équipe spéciale sur la Présidence travaille très activement à Astana. À Vienne, les activités de la Présidence seront coordonnées par la Mission permanente du Kazakhstan auprès de l'OSCE.

Ces deux dernières années, des cours, des séminaires et des sessions de formation ont été organisés au Secrétariat et dans les institutions de l'OSCE à Vienne, Varsovie et La Haye, au Centre de recherche sur l'OSCE de Hambourg et dans différentes capitales européennes. Nous sommes reconnaissants au Secrétariat et aux États participants de l'appui qu'ils nous ont apporté pour nous préparer à assumer cette importante responsabilité.

Quelle est l'image de l'OSCE dans le public au Kazakhstan ?

Au Kazakhstan, les gens perçoivent l'OSCE comme une organisation internationale hautement respectée. L'intérêt s'est accru considérablement depuis que notre pays a été choisi pour assumer la Présidence. Nos citoyens étudient avec enthousiasme divers aspects de l'action de l'OSCE et discutent activement des problèmes auxquels l'Organisation fait face actuellement. Il n'est pas exagéré de dire que l'occasion qui est offerte au Kazakhstan de diriger cet organisme influe sur la fierté et le sentiment de participer aux processus qui se déroulent dans la région euro-atlantique. Comme l'a noté le Président Nazarbayev, la future Présidence est considérée comme un projet national stratégique.

SUR LE WEB

www.mfa.kz

www.osce2010.kz

(sera présenté officiellement le 7 décembre)

www.osce.org/cio

Successions à la barre

La Présidence de la CSCE/OSCE au fil des années

Le principe de l'OSCE consistant à changer de Présidence est l'expression du droit de tous les États de jouer un rôle égal dans l'Organisation. « L'idée de changer régulièrement de Présidence remonte à l'époque d'avant l'OSCE où celle-ci était encore une 'Conférence itinérante' », dit Thomas Fischer, un spécialiste de l'histoire de l'Organisation. « De fait, le règlement intérieur débattu en Finlande en prévision de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunie de 1973 à 1975 prévoyait une rotation quotidienne — voire biquotidienne dans certains cas — dans la présidence des séances. »

Le rôle directeur que joue actuellement la Présidence s'est matérialisé au Sommet de Paris de novembre 1990, au cours duquel la CSCE a été considérée comme le principal garant de la sécurité dans une nouvelle Europe sans clivages. À ce Sommet a été élaborée la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, qui a annoncé le lancement de la transformation de la Conférence pour en faire l'organisation que nous connaissons aujourd'hui en la dotant d'un Secrétariat et d'autres structures permanentes ainsi que d'autres moyens opérationnels.

« La Présidence tournante et les réunions ordinaires de la Communauté européenne ont servi de modèle pour la Présidence de la CSCE/OSCE et ses réunions ministérielles, encore que, dans le cas de l'OSCE, les présidences ne soient pas réellement 'tournantes' », déclare Wilhelm Höynck, Ambassadeur extraordinaire de la République fédérale d'Allemagne au début des années 1990, qui a été ultérieurement, de juin 1993 à juin 1996, le premier Secrétaire général de la CSCE/OSCE.

La nécessité d'apporter une réponse opérationnelle aux conflits en Yougoslavie a donné un caractère d'urgence aux débats qui ont eu lieu lors de la première Réunion du Conseil de la CSCE à Berlin en 1991 et de sa deuxième Réunion à Prague en 1992, » ajoute-t-il. « Ces deux réunions ont abouti

à une définition formelle du rôle du Président en exercice lors du troisième Sommet, tenu à Helsinki en juillet 1992. »

Les possibilités et les limitations de la Présidence ont été définies par des décisions prises lors des réunions suivantes :

Au Sommet de Helsinki de 1992, il a été décidé que le Président en exercice sera responsable « de la coordination et des consultations en ce qui concerne les affaires courantes de la CSCE », et qu'il serait prié « de communiquer les décisions... aux institutions de la CSCE et de leur donner, s'il y a lieu, des avis sur ces décisions ». Le Président en exercice pourrait être assisté par « son prédécesseur et son successeur formant avec lui une Troïka ; des groupes ad hoc d'orientation ; des représentants personnels, en tant que besoin ».

Le Sommet de Budapest de 1994 a décidé que « la responsabilité générale de l'exécution restera confiée au Président en exercice » et que « la durée [de son] mandat sera en règle générale d'une année civile ».

La Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE tenue à Porto (Portugal) en 2002 s'est efforcée de rationaliser les méthodes de travail de la Présidence en adoptant une décision (voir page...) aux termes de laquelle la Présidence en exercice de l'OSCE serait désignée pour ce faire « en vertu d'une décision de la Réunion au Sommet ou du Conseil ministériel, en règle générale deux ans avant le début du mandat de la Présidence ». En outre, les fonctions de la Présidence seront « exercées par le Ministre des affaires étrangères de l'État participant ainsi désigné... avec le concours des membres de son personnel et du Président du Conseil permanent ».

On trouvera dans les pages qui suivent une galerie de photos des Ministres des affaires étrangères qui ont assumé les 18 présidences jusqu'ici, en commençant par l'ancien Ministre allemand des affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher.

10 septembre 1991, Dom Soyuzov, Moscou, troisième Réunion de la Conférence de la CSCE sur la dimension humaine (10 septembre – 15 octobre 1992). Le Ministre allemand des affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, défendait vigoureusement le principe selon lequel les engagements dans le domaine de la dimension humaine étaient « des questions qui intéressaient directement et légitimement tous les États participants ». Le « Mécanisme de Moscou » qui en est résulté offrait la possibilité d'envoyer des experts pour aider des États participants à régler un problème lié à la dimension humaine.



Première Présidence : Allemagne, juin – décembre 1991

Hans Dietrich Genscher, Président en exercice de la CSCE, Ministre des affaires étrangères et Vice-Chancelier de la République fédérale d'Allemagne (1974–1992). Président honoraire du Parti libéral-démocrate (FDP) allemand depuis 1992. Associé-gérant de Hans Dietrich Genscher Consult GmbH depuis 2000.



SENÁT PCR

1992 : Tchécoslovaquie

Jiří Dienstbier, Président en exercice de la CSCE (1er janvier – 2 juillet 1992). Ministre des affaires étrangères et Vice-Premier Ministre de la Tchécoslovaquie (19989–1992). Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (1998–2001). Membre du Sénat tchèque depuis 2008.



CZECH FOREIGN MINISTRY

1992 : Tchécoslovaquie

Josef Moravčík, Président en exercice de la CSCE (3 juillet – 31 décembre 1992). Dernier Ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie (juillet – décembre 1992). Ministre des affaires étrangères de la République slovaque nouvellement formée (mars 1993 – mars 1994). Premier Ministre de la Slovaquie (mars – décembre 1994). Maire de Bratislava (1998–2002).



JARL HJALMARSON FOUNDATION

1993 : Suède

Margaretha af Ugglas, Présidente en exercice de la CSCE. Deuxième femme Ministre des affaires étrangères de la Suède (1991–1994). Membre du Parlement européen (1995). Présidente du Conseil d'administration de la Fondation Jarl Hjalmarson depuis 2002



WWW.BOLOGNA.CHIESACATOLICA.IT

1994 : Italie

Beniamino Andreatta, Président en exercice de la CSCE (1er janvier – 11 mai 1994). Ministre des affaires étrangères (1993–1994). Ministre de la défense (1996–1998). Décédé le 26 mars 2007.



ITALIAN DEFENCE MINISTRY - PRESS SERVICE

1994 : Italie

Antonio Martino, Président en exercice de la CSCE (12 mai – 31 décembre 1994). Ministre des affaires étrangères (mai – décembre 1994). Ministre de la défense (2001–2006). Ancien professeur à l'Université LUISS à Rome. Membre du Comité de la défense du Parlement.



EUROPEAN COMMISSION

1995 : Hongrie

László Kovács, Président en exercice de l'OSCE, Ministre des affaires étrangères (1994–1998 et 2002–2004). Membre du Conseil des sages du Conseil de l'Europe (1997–1999). Vice-Président de l'Internationale socialiste (2003–2008). Commissaire européen à la fiscalité et à l'union douanière depuis 2004.



KEYSSTONE

1996 : Suisse

Flavio Cotti, Président en exercice de l'OSCE. Chef du Département fédéral suisse des affaires étrangères (1994–1999). Président de la Confédération suisse (1991 et 1998).



CENTRE OF PUBLIC DIPLOMACY DANISH MFA

1997 : Danemark

Niels Helveg Petersen, Président en exercice de l'OSCE. Ministre des affaires étrangères (1993–2000). Membre du Parlement danois (membre du Présidium, 2005–2007).



EUROPEAN PARLIAMENT

1998 : Pologne

Bronislaw Geremek, Président en exercice de l'OSCE. Ministre des affaires étrangères (1997–2000). Professeur titulaire de la Chaire de civilisation européenne au Collège de l'Europe – Natolin (2002–2008). Membre du Parlement européen (2004–2008). Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (2006–2008). Décédé le 13 juillet 2008.



OSCE/SUSANNA LOOF

1999 : Norvège

Knut Vollebæk, Président en exercice de l'OSCE. Ministre des affaires étrangères (1997-2000). Président du Groupe de personnes éminentes sur le renforcement de l'efficacité de l'OSCE (2005). Ambassadeur aux États-Unis (2001-2007). Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales depuis 2007.



ÖVP-BUNDESPARTEI

2000 : Autriche

Wolfgang Schüssel, Président en exercice de l'OSCE (1er janvier - 4 février 2000). Ministre des affaires étrangères (1995 - février 2000). Chancelier autrichien (2000-2007). Membre du Parlement autrichien.



EUROPEAN COMMISSION

2000 : Autriche

Benita Ferrero-Waldner, Présidente en exercice de l'OSCE (5 février - 31 décembre 2001). Ministre des affaires étrangères (février 2000 - 2004). Commissaire européenne aux relations extérieures et à la politique européenne de voisinage (2004-2009).



BRACON

2001 : Roumanie

Mircea Dan Geoana, Président en exercice de l'OSCE. Ministre des affaires étrangères (2000-2004). Membre du Sénat roumain depuis 2004. Président du Sénat depuis 2008.



OSCE/ALEX NITZSCHE

2002 : Portugal

Jaime Gama, Président en exercice de l'OSCE (1er janvier - 6 avril 2002). Ministre des affaires étrangères (1983-1985 et 1995-2002). Président du Portugal depuis 2005.



OSCE/PORTUGUESE FOREIGN MINISTRY

2002 : Portugal

Antonio Martins da Cruz, Président en exercice de l'OSCE (7 avril - 31 décembre 2002). Ministre des affaires étrangères (2002-2003).



OSCE

2003 : Pays-Bas

Jaap de Hoop Scheffer, Président en exercice de l'OSCE (1er janvier - 3 décembre 2003). Ministre des affaires étrangères (2002 - 2003). Secrétaire général de l'OTAN (2004-2009). Chaire de la paix, du droit et de la sécurité à l'Université de Leyde depuis septembre 2009.



BELGIA/BENOIT DOIRPAGNE

2003 : Pays-Bas

Bernard Rudolf Bot, Président en exercice de l'OSCE (4-31 décembre 2003). Ministre des affaires étrangères (2003-2007). Président du Conseil d'administration de l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite ; et Président du Conseil des gouverneurs de l'Institut néerlandais de relations internationales Clingendael.



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV

2004 : Bulgarie

Solomon Passy, Président en exercice de l'OSCE. Ministre des affaires étrangères (2001-2005). Président du Comité parlementaire des affaires étrangères (2005-2009). Président fondateur et Président honoraire du Club atlantique de Bulgarie.



BOBO

2005 : Slovénie

Dimitrij Rupel, Président en exercice de l'OSCE. Nommé à nouveau Ministre des affaires étrangères (novembre 2004 – novembre 2008). Envoyé spécial du Premier Ministre pour les affaires étrangères (novembre 2008 – février 2009).



EUROPEAN COMMISSION

2006 : Belgique

Karel De Gucht, Président en exercice de l'OSCE. Ministre des affaires étrangères (2004–2009). Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire depuis 2009.



OSCE/MIKHAIL EVSTAFEV

2007 : Espagne

Miguel Ángel Moratinos, Président en exercice de l'OSCE. Ministre des affaires étrangères depuis 2004.



LEHTIMU/PEKKA SANKKI

2008 : Finlande

Ilkka Kanerva, Président en exercice de l'OSCE (1er janvier – 4 avril 2008). Ministre des affaires étrangères (2007–2008). Membre du Parlement finlandais depuis 1975.



OSCE/MIKHAIL EVSTAFEV

2008 : Finlande

Alexander Stubb, Président en exercice de l'OSCE (5 avril – 31 décembre 2008). Ministre des affaires étrangères depuis 2008.



PERSONAL

2009 : Grèce

Dora Bakoyannis, Présidente en exercice de l'OSCE (janvier – 5 octobre 2009). Ministre des affaires étrangères (2006 – 5 octobre 2009).



AFP PHOTO/CARL COURT

2009 : Grèce

George Papandreou, Président en exercice (depuis le 6 octobre 2009). Premier ministre et Ministre des affaires étrangères de la Grèce depuis le 6 octobre 2009.

Rôle de la Présidence de l'OSCE

La Présidence assure la direction politique de l'OSCE ; supervise les activités de l'Organisation dans les domaines de la prévention des conflits, de la gestion des crises et du relèvement après un conflit ; représente l'OSCE ; et coordonne et guide les institutions de l'OSCE.

Réuni à Porto (Portugal) les 6 et 7 décembre 2002, le Conseil ministériel de l'OSCE a adopté des lignes directrices plus détaillées que jamais pour les activités de la Présidence en exercice. La Décision No 8 des Ministre des affaires étrangères visait à rendre les méthodes de travail de la Présidence en exercice « conformes aux nouvelles pratiques et à l'expérience acquise au cours de la dernière décennie » et à « garantir que ses actions ne soient pas incompatibles avec les positions convenues par tous les États participants et qu'il soit tenu compte de toute la gamme des opinions des États participants ».

En bref, la Présidence :

- Assure la présidence des réunions au Sommet, des réunions du Conseil ministériel, du Conseil permanent et de leurs organes subsidiaires, les coordonne et leur rend compte de ses activités ;
- Coordonne le processus décisionnel pour les affaires courantes de l'OSCE et fixe les priorités pour les activités de cette dernière pendant l'année où elle exerce cette fonction, avec le concours des structures exécutives de l'Organisation ;
- Présente au Conseil permanent, pour examen, des projets, rapports et aperçus généraux ;
- Présente au Conseil permanent des recommandations sur des questions déterminées ;
- Communique les opinions et décisions des Réunions au Sommet, du Conseil ministériel et du Conseil permanent au Secrétariat, aux institutions et aux opérations de terrain en leur fournissant des avis et des conseils sur leurs activités ;
- Assume ses responsabilités concernant les nominations et les affectations ;
- Est chargée de la représentation extérieure de l'OSCE, en consultation avec les États participants et avec le concours du Secrétaire général ; et
- Désigne des représentants personnel pour traiter d'une crise ou d'un conflit ou pour mieux coordonner les efforts des États participants dans le traitement d'une question particulière.

L'année se termine par une réunion du Conseil ministériel, le principal organe de décision de l'OSCE, les années où il n'y a pas de réunion au sommet. Le dernier Sommet a eu lieu en novembre 1999 à Istanbul.

Ces pages ont été préparées avec le concours d'Ursula Froese, de la Section de la presse et de l'information.

Accéder au centre...

Une école pour les présidences de l'OSCE



Vienne, le 10 juin 2009.
Jeunes diplomates de Lituanie
et du Kazakhstan avec l'équipe
de CORE.

DIANA DIGOL

Hambourg, Allemagne. Ici au centre de recherche sur l'OSCE (CORE), nous sommes fiers que notre centre ne soit pas une institution universitaire classique, comme toutes les autres. Nous combinons la recherche avec le renforcement des capacités, la publication et l'enseignement, principalement sur demande. Nous sommes le seul organe de réflexion dans le monde qui se consacre spécifiquement à la recherche sur l'OSCE. Nous entretenons une relation productive avec l'Organisation, et coopérons souvent avec elle sur des projets spéciaux. Mais nous sommes indépendants et ne ménageons pas nos critiques franches et constructives.

Compte tenu du relativement jeune âge de notre institution — elle n'a même pas dix ans — je crois que nous avons eu notre juste part de projets intéressants qui ont permis d'apporter des changements en Asie centrale et au-delà. Par exemple, CORE a aidé à mettre au point le concept de

l'Académie de l'OSCE à Bichkek et a joué un rôle important pour son démarrage.

Néanmoins, il est bon de rappeler que les possibilités inexploitées sont encore très nombreuses, c'est ainsi qu'au début 2007, le Kazakhstan s'est adressé à CORE pour l'aider à renforcer les connaissances et les compétences de ses diplomates en rapport avec l'aspiration du pays à se trouver à la tête de l'OSCE. C'était pour CORE une chance unique de contribuer à la capacité de ce qui était susceptible de devenir le premier pays de la Communauté des États indépendants et d'Asie centrale à présider la plus importante organisation de sécurité régionale au monde.

Les collaborateurs de CORE ont immédiatement mis en pratique leur expertise collective de l'OSCE en concevant des modules adaptés aux besoins des responsables des ministères du Kazakhstan. En automne 2007, cinq jeunes diplomates d'Astana sont arrivés à notre siège à Hambourg et se sont immergés avec enthousiasme dans un programme intensif de quatre semaines.

Du 10 septembre au 6 octobre, du lundi au samedi, le groupe a assisté à des conférences organisées par 25 experts de CORE, du secrétariat de l'OSCE, du Haut commissaire pour les minorités nationales (HCNM) et du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH). Pour compléter cette connaissance théorique, CORE a organisé des exposés et des discussions pour les Kazakhs à Vienne, au BIDDH à Varsovie et au Bureau fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne à Berlin.

Peu de temps après la formation, à la fin de novembre 2007, la décision attendue par le Kazakhstan s'est réalisée. Les États participants ont convenu, lors de leur réunion du Conseil ministériel à Madrid, que le pays d'Asie centrale prendrait la présidence en 2010 succédant à la Grèce et précédant la Lituanie. Le programme de formation est maintenant plus pertinent que jamais. Après l'évaluation positive du programme pilote, il a été demandé à CORE de dispenser des cours similaires pour un second groupe de diplomates kazakhs — cinq hommes et cinq femmes — du 1er au 29 juin 2008.

Se préparant à la présidence en 2011, le Ministère lituanien des affaires étrangères a également constaté les bienfaits qu'il était possible de recueillir de ces cours. Cette année, j'étais chargé d'organiser et de coordonner un troisième cours de formation qui présente un ensemble différent de défis. Pour la première fois, c'était un groupe mixte de 12 diplomates de Lituanie et six diplomates du Kazakhstan. En outre, il nous a été demandé de transférer la formation à Vienne et de la limiter à deux semaines, du 1er au 14 juin, les participants ne pouvant s'absenter un mois entier de leur travail.

Ma principale préoccupation consistait à maintenir le niveau de formation élevé fixé par mes collègues tout en l'adaptant aux nouvelles circonstances. Nous avons décidé que, pour tirer le meilleur parti du temps qui nous était alloué, nous répartirions les 18 participants en trois groupes durant la première semaine. Chaque groupe se concentrerait sur l'une des trois questions : la dimension humaine, la prévention des conflits et les opérations de terrain et le Haut commissaire pour les minorités nationales, ainsi que les menaces et les défis à la sécurité, notamment les questions économiques et environnementales.

Durant la deuxième et dernière semaine, les participants se sont retrouvés pour des séances consacrées notamment aux questions relatives à la présidence, aux procédures spéciales, au rôle et aux responsabilités de la Présidence en exercice.

« Le programme intensif et bien structuré nous a permis non seulement de voir de près comment l'Organisation travaille dans la pratique mais aussi d'accéder au centre des engagements et des responsabilités communs pris par les États

participants », a déclaré Timur Sultangozhin, premier secrétaire de l'Ambassade du Kazakhstan à Varsovie. « Cette formation est particulièrement utile pour ceux d'entre nous qui seront appelés à servir d'agents de liaison dans les institutions de l'OSCE et les grandes capitales dans l'espace de l'OSCE ». M. Timur Sultangozhin a lui-même pris récemment ses fonctions au BIDDH.

Usen Suleimenov, Représentant permanent adjoint du Kazakhstan auprès de l'OSCE, a déclaré « outre les aspects théoriques de la formation, ce que j'ai trouvé de plus utile, ce sont les études de cas pratiques, notamment notre simulation des situations de prise de décision. J'espère que les futures présidences poursuivront l'initiative kazakhe et tireront parti de la formation offerte par CORE. »

« Il est clair, vu la quantité de sujets couverts durant ces deux semaines, que des oublis sont inévitables, » a déclaré Dainius Baublys, chef de la division

24 juin 2008, Vienne. Le Secrétaire général de l'OSCE Marc Perrin de Brichambaut et Frank Evers, chef adjoint de CORE (au centre) avec de jeunes diplomates du Ministère kazakhe des affaires étrangères qui ont participé au deuxième cours de formation en rapport avec la présidence organisé par CORE.



CORE et le KAZAKHSTAN

Le centre de recherche sur l'OSCE (CORE), un centre de réflexion indépendant au sein de l'Institut de recherche sur la paix et la sécurité de l'Université de Hambourg (IFSH) a été fondé en 2000 à l'initiative du Directeur de l'IFSH, Dieter S. Lutz, qui fait autorité dans le domaine de la recherche sur la paix en Allemagne. Après la mort du professeur Lutz en 2003, Wolfgang Zellner, cofondateur de CORE, s'est attaché à promouvoir la vision du centre de recherche.

CORE a accueilli un grand nombre de stagiaires et étudiants du Kazakhstan et a mené plusieurs activités en commun avec les principaux instituts universitaires et de recherche du pays. En 2007, en coopération avec le Centre de l'OSCE à Almaty, CORE a organisé des séminaires sur une journée dans les cinq universités kazakhes à Almaty, Astana et Karaganda. Cette année, du 23 au 28 novembre, CORE et la communauté universitaire du Kazakhstan ont organisé un atelier d'une semaine à Almaty sur les mécanismes de l'OSCE dans le domaine de la prévention des conflits, financés par l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD).

Seize collaborateurs de CORE viennent d'Allemagne, du Kazakhstan, de Moldavie, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni et des États-Unis. Plus de la moitié d'entre eux travaillent à des projets financés par des établissements de recherche, des organisations internationales, le Bureau fédéral des affaires étrangères d'Allemagne et un grand nombre de partenaires.

www.core-hamburg.de



Le centre de recherche sur l'OSCE (CORE) fait partie de l'Institut de recherche sur la paix et la sécurité de l'Université de Hambourg (IFSH)



Diana Digo, Moldavie, a rejoint CORE en mars 2008 comme chercheur principal. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Institut universitaire européen de Florence et d'une maîtrise de l'Académie diplomatique de Vienne et de l'Université Johns Hopkins-SAIS (Bologna Center).

de la présidence de l'OSCE au Ministère lituanien des affaires étrangères. « Il a été utile de pouvoir télécharger les documents du cours à partir du site Web et de les lire avant le cours. Les documents et les conférenciers étaient, on ne peut, plus excellents. »

Les stagiaires kazakhs et lituaniens estiment que ces activités communes leur ont permis de se projeter dans un partenariat qui les prépare à participer à la même troïka de l'OSCE.

« Le fait d'avoir participé à la même formation que nos homologues du Kazakhstan et d'apprendre comment travailler en équipe et instaurer de bonnes relations interpersonnelles avec des personnes d'horizons culturels différents, à tous les niveaux, est crucial pour tout le processus de la présidence », a déclaré l'attaché lituanien Nijole Naginyte, basé à Vilnius. « Il est également utile d'apprendre à connaître le personnel de l'OSCE avec lequel nous serons amenés à travailler étroitement avant et durant la présidence lituanienne de l'OSCE. »

Egle Morkunaite, qui a passé trois ans avec la délégation lituanienne auprès de l'OSCE à Vienne et qui occupe aujourd'hui le poste de troisième

secrétaire au département de la présidence de l'OSCE au ministère se dit heureuse de la possibilité qui lui a été offerte d'actualiser et d'étendre ses connaissances de l'OSCE.

« Lorsque l'on travaille à la délégation, on coordonne les mêmes types de questions dans le cadre de fonctions spécifiques, et on a donc rarement l'occasion — et le temps — d'approfondir d'autres questions, » a-t-elle déclaré. J'ai eu quelques moments de surprise durant ces deux semaines en découvrant soudainement d'autres aspects de certaines nuances de quelques questions complexes.

Le groupe a bénéficié de 45 conférenciers durant la première semaine et de 20 autres experts du Secrétariat de l'OSCE et des délégations de l'OSCE. Jonathan Stonestreet, Conseiller électoral principal du département des élections du BIDDH, a pris sur lui une des tâches les plus difficiles en couvrant les engagements de l'OSCE relatifs aux élections dans six unités de formation de 90 minutes chacune.

Un autre conférencier était Emmanuel Marion, chef adjoint de l'Unité pour les questions stratégiques de police du secrétariat. « L'avantage de ce programme est que nous sommes capables de voir les graines qui donnent une bonne récolte au profit des principaux acteurs des prochaines présidences. Les cours servent à ouvrir les yeux de l'équipe de la future présidence sur des questions que nous traitons tous les jours au secrétariat. Comme nous assurons la continuité dans le travail de l'OSCE, il est de notre responsabilité de partager cette mémoire institutionnelle. »

Pour ma part, je voudrais ajouter que la responsabilité de CORE va au-delà de la conception des cours et de leur déroulement harmonieux. Mes collègues Wolfgang Zellner, Franck Evers et Anna Kreikemeyer qui ont organisé les sessions précédentes, participent régulièrement à ces cours comme intervenants. Cette année, en plus de mon rôle d'organisateur, j'ai dispensé un cours sur « l'introduction à la dimension humaine ».

D'après les informations reçues, c'est l'accent mis sur l'aspect très pragmatique du programme qui semble le plus apprécié. Nous espérons développer ce processus en nous inspirant à l'avenir de cette démarche, à savoir, offrir aux participants non seulement une appréciation de l'histoire fascinante et de la raison d'être de l'OSCE, mais aussi en leur dévoilant un aspect approfondi de la dynamique interne de l'Organisation.

J'espère que les présidences futures — et les pays qui aspirent à la présidence — continueront à garder CORE dans leur champ de vision. Le centre CORE serait fier si cette formation devient une pratique établie alors qu'il s'appête à célébrer le 10^e anniversaire de sa fondation en janvier 2010.

Chypre face à la menace des MANPADS

Comment se débarrasser de 324 missiles portatifs vieillissants



OSCE/ANTON MARTYNYUK

ANTON MARTYNYUK ET F. DAVID DIAZ

12 juin 2009, Kalo Chorio, Chypre. La conversation animée entre une cinquantaine d'hôtes du Gouvernement chypriote est interrompue par une énorme explosion qui secoue le champ de tir de la Garde nationale adjacent au petit village de Kalo Chorio, près de la ville côtière de Larnaca. Depuis notre cabine d'observation située à environ 1 kilomètre du site même de l'explosion, les épais nuages de fumée qui se forment au dessus de cette zone sont impressionnants. Le Ministre de la défense de Chypre, Costas Papacostas, et ses invités se mettent spontanément à applaudir.

Aux cotés de membres du corps diplomatique, y compris des ambassadeurs et des attachés militaires, de représentants des Nations Unies, des autorités chypriotes et des villages voisins ainsi que de journalistes, nous venons d'assister à la destruction de 20 systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) — la dernière partie d'un lot de 324 armes excédentaires de ce type qui avaient été mises à feu dans des fosses découvertes durant quatre jours au début du mois de juin.

Il s'agissait là de la dernière phase d'un projet coordonné par l'OSCE en ayant recours à des spécialistes provenant principalement des États-Unis et du Royaume-Uni. La majorité des frais et des dispositions pratiques a été prise en charge par le Ministère

de la défense de la République de Chypre.

« La cérémonie d'aujourd'hui souligne l'engagement à long terme de la République de Chypre d'entraver aussi efficacement que possible la prolifération illégale des armes légères et de petit calibre », a déclaré le Ministre de la défense, Costas Papacostas, à ses invités. Faisant référence aux 324 MANPADS excédentaires qui venaient d'être détruits, il a dit que « même si leur durée de conservation était largement dépassée, on pouvait toujours craindre de les voir tomber entre les mains de criminels, de terroristes ou d'insurgés qui pourraient les utiliser de façon nocive et destructive et causer des pertes de vies humaines ».

Les forces militaires ont commencé à utiliser les MANPADS en 1967 pour se protéger contre les attaques aériennes. Un coup d'œil à ces missiles à courte-portée suffit pour comprendre pourquoi ces armes mortelles séduisent particulièrement les « acteurs non étatiques ». Composés d'un tube lancement, du missile lui-même et d'un lanceur, les MANPADS sont faciles à transporter, à cacher et à utiliser. Le modèle détruit dans le cadre du projet de l'OSCE — le « 9M32M STRELA » — était conçu pour frapper des cibles volant à une altitude pouvant atteindre 5 kilomètres.

Selon divers experts, ces missiles ont été fabriqués à plus d'un million d'exemplaires, et des milliers d'entre eux, échappant au contrôle des gouvernements nationaux, peuvent être achetés au marché noir par n'importe qui pour seulement quelques centaines



OSCE/ANTON MARTYNYUK



OSCE

Ci-dessus : des techniciens chypriotes et américains fixent des explosifs sur un tube de lancement contenant un missile MANPAD. À droite : F. David Diaz (extrême gauche) et Anton Martynyuk (extrême droite) et l'équipe de spécialistes technique. Le deuxième à partir de la gauche est le colonel de la Garde nationale Georgios Georgiadis. Ci-dessous : des membres de la défense aérienne chypriote déchargent des MANPADS et établissent un inventaire avant de les détruire.



US STATE DEPT./F. DAVID DIAZ

de dollars. L'utilisation de MANPADS contre des aéronefs civils a été signalée à plus de 40 reprises depuis les années 1970 et a causé l'écrasement de 28 avions et la mort de 850 personnes dans le monde entier.

« Nous voulions nous débarrasser de nos stocks depuis des années notamment parce que nous sommes dans une région politiquement 'chaude' et que l'île compte deux aéroports internationaux dont l'un est situé à Larnaca même, à peu de distance d'ici, » a signalé le Colonel Georgios Georgiadis, Directeur du matériel militaire à la Garde nationale. « Vous pouvez vous imaginer combien nous sommes soulagés de ne plus être obligés de superviser ces stocks de missiles qui étaient dispersés dans plusieurs entrepôts. »

C'est grâce à la détermination de la République de Chypre à se débarrasser de ses stocks de MANPADS de façon sécuritaire que la demande d'assistance technique présentée par le Ministre de la défense aux membres de l'OSCE s'est rapidement traduite par des initiatives concrètes. En octobre 2008, lors d'une séance conjointe du Conseil permanent et du Forum pour la coopération en matière de sécurité, M. Papacostas a déclaré que, même si « les experts de notre Garde nationale peuvent utiliser des détonateurs et de simples explosifs pour détruire des petites quantités de MANPADS, il ne l'ont encore jamais fait de façon massive et souhaitent vivement apprendre à le faire du mieux possible en respectant les normes internationales de sûreté et de protection de l'environnement ».

En mars de cette année, les experts du Royaume-Uni et des États-Unis regroupés sous la tutelle de l'OSCE se sont rendus à Chypre pour examiner de près ces MANPADS, évaluer la menace qu'ils représentent, examiner les méthodes disponibles pour les

éliminer et visiter la zone prévue pour leur démolition, qui s'étend sur près de 20 kilomètres carrés. En étroite collaboration avec l'Unité de neutralisation des explosifs et des munitions de la Garde nationale chypriote, nous avons élaboré un plan détaillé pour l'élimination de ces armes. Nous avons aussi veillé à renforcer en même temps les capacités des experts chypriotes à réaliser des opérations de plus grande ampleur en s'appuyant sur les pratiques optimales disponibles.

Quand nous sommes revenus en juin, — sous une température étouffante de 40 degrés — les mois de coopération intensive entre Vienne, Nicosie, Londres et Washington avaient manifestement porté fruit.

Le colonel Georgiadis, qui gérait les activités sur le terrain, n'avait laissé au hasard aucun aspect concernant la sûreté humaine ou environnementale. La garde nationale et les spécialistes du Royaume-Uni avaient déjà testé les procédures en détruisant deux MANPADS. La police militaire prêtait main forte pour assurer la sécurité de la zone de démolition et les pompiers de Larnaca, des médecins militaires et du personnel soignant étaient prêts à intervenir en cas d'urgence. Les MANPADS ont été transportés sur le site depuis le dépôt militaire en suivant scrupuleusement les normes de sûreté recommandées par l'OSCE. Des méthodes de comptabilité précises avaient été instaurées et tous les missiles qui n'auraient pas explosés pendant cette démolition devaient être neutralisés de façon appropriée.

C'est toutefois surtout le souci manifesté par le Ministère de la défense pour le bien être des résidents de la zone voisine du champ de tir qui nous a favorablement impressionnés. Durant la cérémonie,

Angoulis Kyriakos, le maire de Kalo Chorio (ce qui signifie « bon village ») a signalé avec une satisfaction évidente que les résidents avaient été consultés durant la planification de l'opération. Les maires de trois autres villages voisins ayant une population d'environ 1 700 habitants figuraient aussi au nombre des invités.

« Kalo Chorio, le village le plus proche du champ de tir compte environ 2 000 résidents, principalement des réfugiés », a déclaré le Colonel Georgiadis. « Nous voulions nous assurer qu'une opération d'une telle envergure et étalée sur plusieurs jours n'aurait pas de répercussions négatives sur eux ou leurs exploitations agricoles. Quand nous avons rencontré les représentants du village, nous avons constaté que les résidents préféraient une grosse explosion quotidienne à plusieurs petites explosions étalées tout au long de la journée, car ils avaient l'impression que ça les dérangerait davantage. »

Nous voulions initialement pratiquer plusieurs explosions en utilisant les dix fosses découvertes existantes mais, compte tenu du vœu qu'ils avaient exprimé, nous avons fait creuser cinquante fosses de démolition prévues pour recevoir deux MANPADS chacune. Pour réaliser une seule grosse explosion par jour, nous avons relié les 50 fosses au moyen de « connecteurs non électriques bidirectionnels à microretard », grâce auxquels il s'écoulait seulement 25 millisecondes entre les explosions dans chacune des fosses.

« De loin, on entendait seulement une explosion spontanée alors qu'il s'agissait en fait de 50 explosions consécutives », a expliqué le Colonel Georgiadis. « C'était la première fois que nous utilisons cette méthode et nous avons été très contents d'obtenir ainsi le résultat espéré — détruire jusqu'à

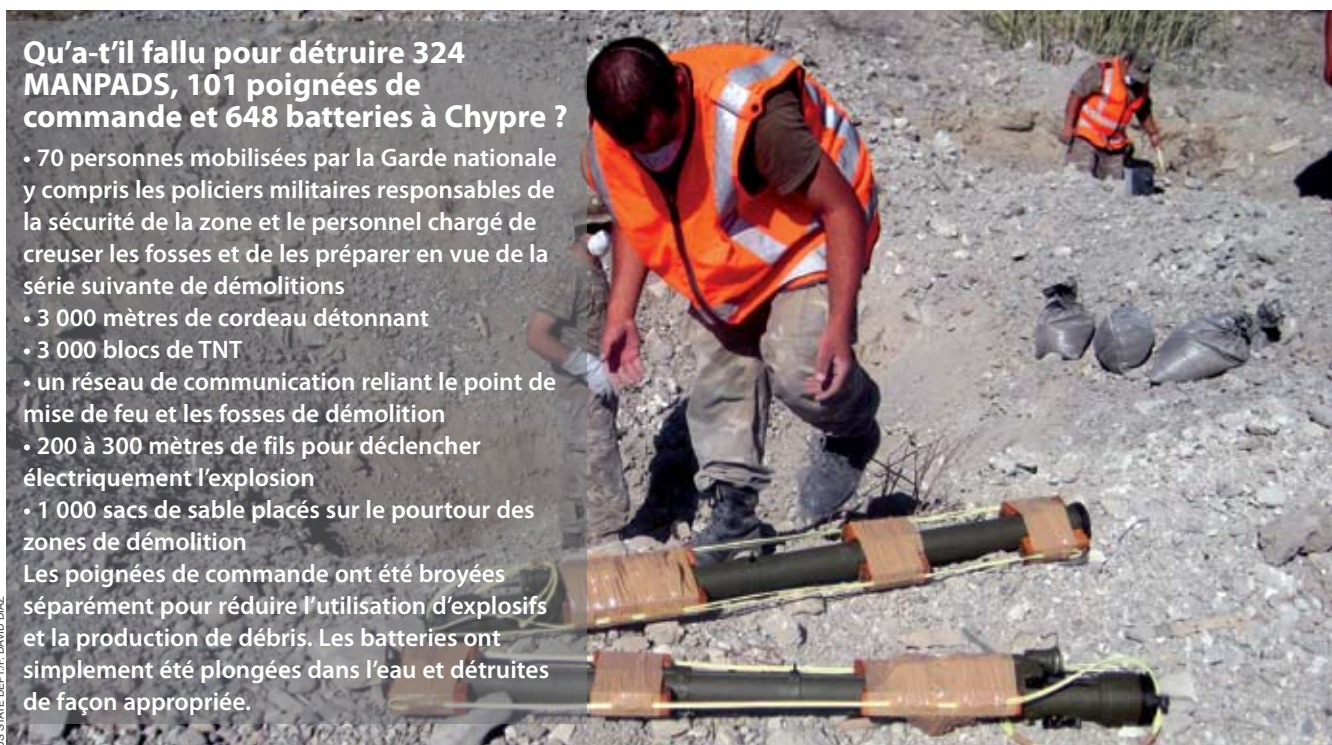
Des soldats chypriotes placent deux MANPADS au fond d'une fosse en vue de leur destruction.

Qu'a-t'il fallu pour détruire 324 MANPADS, 101 poignées de commande et 648 batteries à Chypre ?

- 70 personnes mobilisées par la Garde nationale y compris les policiers militaires responsables de la sécurité de la zone et le personnel chargé de creuser les fosses et de les préparer en vue de la série suivante de démolitions
- 3 000 mètres de cordeau détonnant
- 3 000 blocs de TNT
- un réseau de communication reliant le point de mise de feu et les fosses de démolition
- 200 à 300 mètres de fils pour déclencher électriquement l'explosion
- 1 000 sacs de sable placés sur le pourtour des zones de démolition

Les poignées de commande ont été broyées séparément pour réduire l'utilisation d'explosifs et la production de débris. Les batteries ont simplement été plongées dans l'eau et détruites de façon appropriée.

US STATE DEPT./ DAVID DIAZ



100 MANPADS d'un seul coup tout en limitant le niveau de bruit par respect pour les résidents des villages voisins. »

Le Colonel Georgiadis a reconnu que les membres de son équipe et lui-même avaient d'abord pensé que la coopération avec l'OSCE serait seulement superficielle. « Nous avons constaté qu'elle était beaucoup plus profonde que cela », a-t-il ajouté. « Il a fallu passer par toutes les étapes pour se rendre compte de tous les profits que chacun en a tirés, en particulier nos officiers. Nous avons, par exemple, appris sur place à appliquer les pratiques optimales recommandées par l'OSCE pour enregistrer, photographier et vérifier les marquages d'identification et de fabrication des MANPADS et des poignées de commande — ce qui ajoute au processus un élément de transparence. »

Le Colonel Georgiadis convient que cet exercice leur a donné davantage confiance en eux. « Depuis lors, nous avons détruit chaque mois 85 tonnes de vieilles munitions d'artillerie. Nous avons également déplacé les sites d'explosion de trois kilomètres vers l'intérieur du champ de tir pour réduire encore plus les nuisances imposées aux villages voisins. »

Il a signalé que les objectifs du projet en matière de renforcement de la confiance avaient également influencé la qualité de l'interaction entre la Garde nationale et les forces britanniques en poste à Chypre, dont le commandant avait été invité à observer la démolition.

« C'est un des projets les plus efficaces et les plus rentables auxquels nous ayons jamais participé », a précisé l'expert Bob Gannon. « La Garde nationale a fait preuve de beaucoup de professionnalisme, il n'y a eu aucun problème logistique et, en fait, il nous ont également beaucoup appris. Il ne fait aucun doute pour personne que l'Unité de neutralisation des explosions et munitions est désormais parfaitement en mesure de réaliser à l'avenir des opérations de démolition de ce type à très grande échelle. Nous avons simplement pour rôle de leur donner un coup de main en ce qui concerne la supervision sécuritaire et les conseils techniques. »

Nous espérons qu'ensemble — l'OSCE, les États-Unis et le Royaume-Uni —, nous pourrions nous fonder sur cette première activité fructueuse de collaboration avec nos homologues chypriotes pour réaliser d'autres activités pratiques reflétant le dynamisme du Ministère de la défense. Il serait, par exemple, logique de combiner maintenant les efforts pour améliorer les installations de stockage d'armes légères et de petit calibre et leur gestion. Cela rendrait la vie des près de 800 000 habitants de cette belle île moins dangereuse et plus sûre.

Peu de gens sont conscients du fait que Chypre est l'un des 35 premiers signataires de l'Acte final de Helsinki et un des membres fondateurs du Groupe des pays neutres et non-alignés, qui a contribué fortement à concilier les intérêts opposés de l'Est et de l'Ouest.

Depuis cet événement marquant, « Chypre a participé activement à tous les organes de l'OSCE et s'est acquitté de ses obligations avec une forte détermination », a déclaré M. Papacostas. « En tant que membre de la famille européenne et de l'OSCE, nous continuerons à travailler avec le même zèle pour promouvoir la paix et la stabilité dans le monde. »

Anton Martynyuk, Administrateur chargé des MDCS à la Section d'appui au FCS du Centre de prévention des conflits de l'OSCE dirigeait l'équipe de ce projet.
F. David Diaz s'occupe des questions concernant l'élimination et la réduction des armements au Bureau des affaires politico-militaires, le centre de coordination du Département d'État des États-Unis pour la destruction des armes classiques, y compris les MANPADS.

« Des contrôles efficaces et globaux » : enrayer la diffusion illicite des MANPADS

La détermination des États participants à empêcher la prolifération de « lance-missiles antiaériens portatifs » — les MANPADS tels qu'ils sont définis dans le Document sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) — est exprimée dans ce document ainsi que dans les trois décisions supplémentaires adoptées par le Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'OSCE en 2003, 2004 et 2008. Collectivement, ces textes constituent un ensemble efficace de mesures visant à contrôler plus étroitement les exportations, les transferts et le stockage de MANPADS.

Décision No 7/03 du FCS : Systèmes portatifs de défense aérienne, les États participants recommandent de promouvoir l'application de contrôles à l'exportation efficaces et globaux pour les MANPADS. Il est demandé instamment aux États participants de « proposer des projets pour régler les problèmes liés aux MANPADS, » tels que la sécurité et la gestion des stocks ainsi que la réduction et l'élimination.

Décision No 3/04 du FCS: Principes de l'OSCE pour les contrôles à l'exportation de systèmes portatifs de défense aérienne. Cette décision complète et renforce la mise en œuvre du Document sur les armes légères et de petit calibre en demandant que des directives plus strictes régissent les transferts de MANPADS ; elle inclut un large éventail d'exigences concernant la gestion et la sécurité des stocks de MANPADS dans les États où ceux-ci pourraient être exportés. Les États participants sont convenus d'incorporer ces principes dans leurs pratiques nationales et de les promouvoir dans les pays ne participant pas à l'OSCE.

Décision No 5/08 du FCS: Mise à jour des principes de l'OSCE pour les contrôles à l'exportation de systèmes portatifs de défense aérienne. Cette décision présente des amendements ayant pour objet d'améliorer la mise en œuvre des contrôles à l'exportation en facilitant la compréhension par les exportateurs commerciaux et les organes octroyant les licences correspondantes. Ces deux mises à jour couvrent également les questions relatives aux transferts de production.

Lectures recommandées

- *Annexe C au Guide des meilleures pratiques concernant les procédures nationales de gestion et de sécurité des stocks du Manuel de l'OSCE sur les meilleures pratiques concernant les armes légères et de petit calibre, 2006*
- *Document sur les armes légères et de petit calibre, 2000*



Jiří Parkmann a pris ses fonctions de chef du Bureau de l'OSCE à Prague le 1er octobre succédant à l'Ambassadeur Jaromír Kvapil, tous deux de nationalité tchèque.

Avant d'être nommé à l'OSCE, l'Ambassadeur Parkmann a été chef adjoint de la mission tchèque à Paris (2004–2008) et Consul général de la République tchèque à Montréal (1999–2003).

Plus récemment, il a été chef de l'unité de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) au Ministère des affaires étrangères durant la présidence de la République tchèque de l'Union européenne.

Auparavant, il a occupé les postes de Conseiller auprès du premier ministre adjoint des affaires étrangères, Président du comité intergouvernemental chargé de la sensibilisation de l'opinion publique dans le contexte de l'adhésion de la République tchèque à l'OTAN et Conseiller chargé des relations extérieures avec le Ministre sans portefeuille.

Diplômé de l'université d'économie à Prague, Parkmann est

également titulaire d'un diplôme de commerce international et a poursuivi des études postuniversitaires à l'université Charles.

« Jadis siège du secrétariat de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le Bureau de Prague est le gardien du passé de l'Organisation depuis 1991, et j'espère orienter les activités du Bureau dans la bonne direction, » a déclaré l'Ambassadeur Parkmann. En tant que base de données où sont centralisés des documents historiques toujours plus nombreux, nous avons la responsabilité particulière de garder vivante la mémoire institutionnelle de l'OSCE en aidant les historiens, les chercheurs et les participants à notre programme de recherche dans leur étude de ces dossiers inestimables.

L'Ambassadeur Parkmann souhaite renforcer le projet d'histoire orale du Bureau de Prague qui vise à recueillir une collection d'enregistrements sonores d'entretiens avec les délégués de la CSCE qui ont contribué à l'Acte final de Helsinki de 1975. Le Bureau s'attache également à étudier la phase de transition de l'Organisation dans les années 90 de la CSCE à l'OSCE.

Le Bureau est aussi le point central pour la gestion des dossiers des documents papier et des dossiers électroniques et, sur ce plan, il travaille en étroite coopération avec le secrétariat à Vienne. Il aide à organiser les réunions du Forum économique et environnemental lorsqu'elles se tiennent à Prague.

Janie McCusker a pris les fonctions de **chef de la gestion de la sécurité** au secrétariat de Vienne le 1er octobre.

Avant sa nomination à l'OSCE, elle était Coordonnateur hors classe pour les questions de sécurité et Chef de la sécurité au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) à New York où elle a mis en place la structure et la capacité en matière de sécurité et prodigué des conseils aux hauts responsables chargés de la gestion des questions stratégiques, politiques et opérationnelles de sécurité.

De nationalité britannique, la carrière de Mme McCusker en matière de gestion de la sécurité s'étend sur une trentaine d'années. En tant que spécialiste du contre-espionnage au sein de la British Royal Force pendant 22 ans, elle a travaillé dans divers endroits au Royaume-Uni et en Allemagne ainsi qu'à l'OTAN, puis en République fédérale de Yougoslavie.

Après avoir rejoint les Nations Unies comme responsable de la coordination des mesures de sécurité sur le terrain en 2001, elle a été en poste en Ouzbékistan jusqu'en 2003.

La gestion de la sécurité à l'OSCE

consiste à s'assurer que l'Organisation soit en mesure d'accomplir ses tâches avec efficacité et efficience avec un système de sécurité qui fonctionne bien. Il incombe à l'OSCE de veiller sur son personnel en évaluant à intervalles réguliers les menaces et les risques de sécurité et en prenant toutes les mesures raisonnables existantes pour permettre au personnel d'accomplir ses tâches.



« C'est pour moi un honneur que d'être nommée à ce poste, » a déclaré Mme McCusker. « En m'inspirant du travail accompli par mon prédécesseur Declan Greenway, j'espère procéder à un examen des politiques, procédures et pratiques de sécurité afin de déterminer les moyens de les améliorer et d'adopter une approche simplifiée en matière de

sécurité. Je me réjouis de travailler avec mes collègues à la fois au secrétariat et sur le terrain. »

Mme McCusker a un diplôme en règlement des conflits et un certificat post-universitaire de gestion des affaires ; elle a également une formation approfondie et une expérience confirmée des négociations et de la médiation.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE L'OSCE (début 2010)

- Observation des élections présidentielles — Ukraine, 17 janvier
- Atelier de la présidence sur la lutte contre les cultures illicites et le renforcement de la sécurité et de la gestion des frontières : la Thaïlande en tant qu'étude de cas — Chiang Mai, Chiang Rai, Thaïlande, du 24 au 28 janvier
- Forum économique et environnemental de l'OSCE, partie I : promotion de la bonne gouvernance aux points de passage des frontières, amélioration de la sécurité du transport terrestre et facilitation du transport international par route et par rail dans la région de l'OSCE — Vienne, 1er et 2 février
- Atelier international d'experts de la présidence sur la lutte contre l'esclavage moderne : expériences nationales, régionales et internationales — Oulan-Bator, Mongolie, 9 et 10 février
- Atelier d'experts des secteurs public/privé sur la protection des infrastructures énergétiques vitales contre les attaques terroristes — Vienne, 11 et 12 février

ANNIVERSAIRES

- 1er août : 35ème anniversaire de la signature de l'Acte final de Helsinki (1975)
- 19 novembre : 20ème anniversaire de la signature du traité FCE (1990)
- 21 novembre : 20ème anniversaire de la signature de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (1990)

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

www.osce.org
www.osce.org/publications
e-mail: oscemagazine@osce.org

